ROYAUME DU MAROC — REINO DE MARRUECOS

Bulletin Officiel - Boletín Oficial

Paraît le vendredi — Se publica los viernes

Prix du numéro (édition partielle) : 50 F.

Precio del número (edición parcial): 50 F.

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Avis. — Pour tous renseignements concernant la vente au numéro, les tarifs et conditions d'abonnement : voir à la fin du « Bulletin Officiel ». Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois sans effet rétroactif.

La edición completa comprende:

- 1.° Una primera parte o edición parcial que inserta los: dahires, decretos, arderdos, órdenes, circulares, avisos, informaciones, estadísticas, etc.;
- 2.° Una segunda parte en la que viene: publicidad reglamentaria, legal y judicial (registro de inmuebles, deslindes de terrenos patrimoniales y colectivos, avisos de subastas, de informaciones, etc.).

Aviso. — Para informes referentes a la venta por número, a las tarifas y condiciones de abono: ver al final del «Boletín Oficial». Las suscripciones parten del primero de cada mes sin efecto retroactivo.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

Los anuncios judiciales y legales prescritos para la publicidad y la validez de los actos, procedimientos y contratos deben ser obligatoriamente publicados en el «Boletín oficial».

Un numéro hors série portant le numéro 2451 bis a été publié le 19 octobre 1959 et a pris place dans la collection avant le présent fascicule.

Un número fuera de serie con el n.° 2451 bis ha sido publicado el 19 de octubre de 1959 y en la colección ocupa el lugar precedente a este fascículo.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Caisse d'aide sociale. — Allocations familiales.

Dahir n° 1-59-186 du 25 hija 1378 (2 juillet 1959) relatif au régime des allocations familiales servies par la Caisse d'aide sociale 1772

Décret n° 2-58-1243 du 25 hija 1378 (2 juillet 1959) complétant le décret n° 2-57-1386 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) déterminant les modalités d'application du dahir du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale 1772

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 2 juillet 1959 fixant le taux de l'allocation familiale servie par la Caisse d'aide sociale 1773

Emission de bons à dix ans.

Dahir n° 1-59-307 du 3 rebia II 1379 (6 octobre 1959) modifiant le dahir n° 1-57-375 du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) autorisant le Gouvernement à émettre des bons à dix ans 1773

Fonds de réserve. — Prélèvement.

Dahir n° 1-59-336 du 3 rebia II 1379 (6 octobre 1959) portant prélèvement d'une somme de 135.078.784 francs sur le Fonds de réserve au titre de l'exercice 1959 pour le règlement des dépenses d'exercices clos (listes complémentaires) 1773

Stocks de sécurité. — Déclaration des stocks et répression du stockage clandestin.

Décret n° 2-59-0425 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) pris pour l'application du dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) relatif aux stocks de sécurité, à la déclaration des stocks et à la répression du stockage clandestin 1774

Sucre.

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 13 octobre 1959 relatif aux stocks de sécurité de sucre 1774

Café vert et laits de conserve.

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 13 octobre 1959 relatif aux stocks de sécurité de café vert et de laits de conserve .. 1774

Admission temporaire.

Décret n° 2-59-1200 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 25 hija 1370 (28 septembre 1951) relatif à l'admission temporaire des caoutchoucs bruts et produits assimilés, des tissus de coton écru et des fils de fer ou d'acier destinés à la fabrication d'articles en caoutchouc pour l'exportation. 1775

Décret n° 2-59-1581 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) modifiant l'arrêté viziriel du 8 moharrem 1345 (19 juillet 1926) fixant le régime de l'admission temporaire des bois bruts, équarris ou sciés, destinés à la fabrication des caisses en bois 1775

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 2 septembre 1959 pris pour l'application des mesures transitoires prévues par le

A 1

- dahir n° 1-59-268 du 28 safar 1379 (2 septembre 1959) relatif à l'admission temporaire des caisses en bois destinées à l'exportation des agrumes** 1776
- Intérim du ministre de la défense nationale et des P.T.T.**
Décret n° 2-59-1744 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) désignant M. Bahnini, ministre de la justice, pour assurer l'intérim du ministre de la défense nationale et des P.T.T. 1776
- Douane. — Tarif des droits à l'importation.**
Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances, du 23 octobre 1959 portant fixation de la date d'application de la nouvelle quotité tarifaire prévue par le dahir n° 1-59-247 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant modification du tarif des droits de douane à l'importation 1776
- Associations, unions et fédérations de culture populaire.**
Arrêté du ministre de l'éducation nationale du 14 septembre 1959 relatif aux associations, unions et fédérations de culture populaire 1776
- Ancienne zone de protectorat espagnol et province de Tanger. — Emploi et rémunération des salariés agricoles.**
Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 2 octobre 1959 portant extension à l'ancienne zone de protectorat espagnol et à la province de Tanger des dispositions de la législation relatives aux conditions d'emploi et de rémunération des salariés agricoles applicables en zone sud 1777
- Pharmacie. — Conseil national provisoire.**
Arrêté du ministre de la santé publique du 30 juin 1959 portant modification de la composition du conseil national provisoire de la pharmacie 1778

TEXTES PARTICULIERS

- Goundafa. — Distraction du régime forestier de deux parcelles de terrain.**
Décret n° 2-59-1042 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) déclarant d'utilité publique la distraction du régime forestier, en vue du classement au domaine public de l'État, de deux parcelles de terrain faisant partie de la forêt domaniale des Goundafa (province de Marrakech) 1778
- Presse. — Interdiction de la publication intitulée « Les Documents de la Revue des deux mondes ».**
Décret n° 2-59-1473 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) portant interdiction de la publication intitulée « Les Documents de la Revue des deux mondes » 1778
- Installation et exploitation de la madrague dite « De-Cabo-Negro ».**
Décret n° 2-59-1584 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) autorisant l'installation et l'exploitation de la madrague dite « De-Cabo-Negro » 1778
- Rabat, Tanger. — Conseillers délégués à la protection des mineurs.**
Arrêté du ministre de la justice du 1^{er} octobre 1959 portant désignation de conseillers de cour d'appel délégués à la protection des mineurs pour les cours d'appel de Rabat et de Tanger 1779
- Tribunaux de première instance et tribunaux régionaux. — Juges des mineurs.**
Arrêté du ministre de la justice du 1^{er} octobre 1959 portant désignation de juges des mineurs des tribunaux de première instance et des tribunaux régionaux 1779
- Taza. — Repos hebdomadaire dans les salons de coiffure.**
Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 3 juillet 1959 relatif au repos hebdomadaire dans les salons de coiffure de la médina de Taza 1779

- Chaouïa. — Répartition du temps légal de travail en agriculture.**
Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 13 octobre 1959 modifiant l'arrêté du 5 août 1959 fixant dans la province de la Chaouïa la répartition du temps légal de travail en agriculture 1779
- Marrakech. — Commission paritaire provinciale de travail en agriculture. Désignation d'un membre suppléant.**
Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 13 octobre 1959 portant désignation d'un membre suppléant de la commission paritaire provinciale de travail en agriculture de la province de Marrakech 1780
- Délégations de signature.**
Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 1^{er} octobre 1959 portant délégation de signature. 1780
Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 10 octobre 1959 portant délégation de signature. 1780

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

- Décret n° 2-59-945 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) portant réorganisation des centres de formation administrative** 1780
- Arrêté du président du conseil du 13 octobre 1959 fixant le programme de l'examen d'entrée aux centres de formation administrative** 1781

TEXTES PARTICULIERS

- Ministère de l'éducation nationale.**
Décret n° 2-59-0501 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) fixant les nouvelles conditions d'accès au cadre général des instituteurs et institutrices 1781
- Ministère de l'agriculture.**
Arrêté du ministre de l'agriculture du 28 février 1959 portant classification des agents publics et sous-agents publics de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales 1782
- Arrêté du ministre de l'agriculture du 30 septembre 1959 fixant les conditions d'accès à certains emplois du cadre des agents publics de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales** 1782
- Arrêté du ministre de l'agriculture du 27 août 1959 fixant les conditions, les épreuves et le programme de l'examen d'aptitude pour l'accès à l'emploi de calculateur-calqueur du cadre des agents publics de 3^e catégorie, emploi propre au ministère de l'agriculture (service topographique)** 1783
- Arrêté du ministre de l'agriculture du 2 octobre 1959 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires des cadres relevant du ministère de l'agriculture** 1783
- Arrêté du ministre de l'agriculture du 9 octobre 1959 modifiant le nombre d'emplois mis en concours des 24 et 25 novembre 1959 pour le recrutement des ingénieurs des travaux agricoles** 1786
- Ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.**
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2440, du 31 juillet 1959, page 1284 1786

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d emplois	1787
Nominations et promotions	1787
Honorariat	1792
Résultats de concours et d'examens	1792

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de découvertes d'épaves maritimes (premier, deuxième et troisième trimestres 1959)	1793
Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	1793

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Medidas monetarias, económicas y de control de cambios.	
Dahir n.º 1-59-363 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) por el que se crea una nueva unidad monetaria.	1795
Decreto n.º 2-59-1740 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) definiendo la nueva unidad monetaria.	1795
Dahir n.º 1-59-361 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) derogando el dahir n.º 1-58-414 de 15 de yumada II de 1378 (27 de diciembre de 1958) relativo a las transferencias monetarias entre Marruecos y Francia, así como al reglamento de obligaciones entre las personas residentes en Marruecos y las residentes en los demás países del área del franco	1795
Dahir n.º 1-59-362 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) derogando el dahir n.º 1-58-417 de 17 de yumada II de 1378 (29 de diciembre de 1958) relativo a la liquidación de obligaciones entre personas residentes en Marruecos y las residentes en los demás países del área del franco	1795
Dahir n.º 1-59-360 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) derogando el dahir n.º 1-59-009 de 29 de yumada II de 1378 (10 de enero de 1959) estableciendo una deducción excepcional sobre las transferencias de fondos de Marruecos hacia los demás países del área del franco.	1795
Dahir n.º 1-59-358 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) relativo a los haberes en el extranjero o en monedas extranjeras	1796
Acuerdo del vicepresidente del consejo, ministro de economía nacional y de finanzas, de 17 de octubre de 1959, fijando las modalidades de aplicación del dahir n.º 1-59-358 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) relativo a los haberes en el extranjero o en monedas extranjeras.	1796
Dahir n.º 1-59-359 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) relativo a la amnistía de determinadas infracciones a la reglamentación de cambios	1797
Dahir n.º 1-59-357 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) derogando la carta de Tánger	1797
Decreto n.º 2-59-1736 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) sobre restricción a la importación en Tánger de ciertas mercancías	1798
Decreto n.º 2-59-1737 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) referente a determinadas operaciones sobre valores mobiliarios	1798

Decreto n.º 2-59-1738 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) por el que se prohíbe la exportación de medios de pago y de valores mobiliarios con destino a países y territorios del área del franco	1798
Decreto n.º 2-59-1739 de 14 de rabia II de 1379 (17 de octubre de 1959) relativo al cobro y repatriación de haberes a los países y territorios del área del franco	1799
Acuerdo del vicepresidente del consejo, ministro de economía nacional y de finanzas, de 17 de octubre de 1959, modificando el acuerdo de 1.º de julio de 1959 que fija las condiciones de transferencia de fondos con destino a países o territorios del área del franco	1799
Emisión de bonos a diez años.	
Dahir n.º 1-59-307 de 3 de rabia II de 1379 (6 de octubre de 1959) por el que se modifica el dahir n.º 1-57-375 de 30 de yumada I de 1377 (23 de diciembre de 1957) autorizando al Gobierno a emitir bonos a diez años	1799
Fondos de reserva. — Extracción.	
Dahir n.º 1-59-336 de 3 de rabia II de 1379 (6 de octubre de 1959) por el que se autoriza la extracción de la cantidad de 135.078.784 francos de los «Fondos de reserva», por el concepto del ejercicio 1959, para la liquidación de gastos correspondientes a ejercicios cerrados (listas complementarias)	1799
Stocks de seguridad. — Declaración de stocks y represión de los stocks clandestinos.	
Decreto n.º 2-59-0425 de 10 de rabia II de 1379 (13 de octubre de 1959) para la aplicación del dahir n.º 1-59-058 de 15 de chawal de 1378 (24 de abril de 1959) relativo a los stocks de seguridad, a la declaración de los stocks y a la represión de los stocks clandestinos	1800
Azúcar.	
Acuerdo del vicepresidente del consejo, ministro de economía nacional y de finanzas, de 13 de octubre de 1959, relativo a los stocks de seguridad de azúcar	1800
Café verde y leche en conserva.	
Acuerdo del vicepresidente del consejo, ministro de economía nacional y de finanzas, de 13 de octubre de 1959, relativo a los stocks de seguridad de café verde y de leche en conserva	1800
Admisión temporal.	
Decreto n.º 2-59-1200 de 10 de rabia II de 1379 (13 de octubre de 1959) por el que se modifica y completa el de 25 de hicha de 1370 (28 de septiembre de 1951) relativo a la admisión temporal del caucho en bruto y productos asimilados, de los tejidos de algodón crudo y del alambre de hierro o de acero destinados a la fabricación de artículos de caucho para la exportación	1801
Decreto n.º 2-59-1581 de 10 de rabia II de 1379 (13 de octubre de 1959) modificando el acuerdo visirial de 8 de moharram de 1345 (19 de julio de 1926) que fija el régimen de admisión temporal de las maderas en bruto, escuadradas o aserradas, con destino a la fabricación de cajas de madera	1801
Acuerdo del vicepresidente del consejo, ministro de economía nacional y de finanzas, de 2 de septiembre de 1959, para la aplicación de las medidas transitorias previstas por el dahir n.º 1-59-268 de 24 de safar de 1379 (2 de septiembre de 1959) relativo a la admisión temporal de las cajas de madera destinadas a la exportación de agrios	1802
Interinidad del ministro de defensa nacional y de correos, telégrafos y teléfonos.	
Decreto n.º 2-59-1744 de 10 de rabia II de 1379 (13 de octubre de 1959) disponiendo que el Sr. Bahnini, ministro de justicia, desempeñe interinamente las funciones del ministro de defensa nacional y de correos, telégrafos y teléfonos	1802

Aduana. — Tarifa de derechos a la importación.	
Acuerdo del vicepresidente del consejo, ministro de economía nacional y de finanzas, de 23 de octubre de 1959, fijando la fecha de aplicación de la nueva cuota tarifaria prevista por el dahir n.º 1-59-247 de 15 de moharram de 1379 (21 de julio de 1959) modificando la tarifa de los derechos de aduana a la importación	1802
Asociaciones, uniones y federaciones de cultura popular.	
Acuerdo del ministro de educación nacional, de 14 de septiembre de 1959, relativo a las asociaciones, uniones y federaciones de cultura popular	1802
Antigua zona de protectorado español y provincia de Tánger. — Empleo y remuneración de los asalariados agrícolas.	
Acuerdo del ministro de trabajo y de asuntos sociales, de 2 de octubre de 1959, haciendo extensivas a la antigua zona de protectorado español y a la provincia de Tánger las disposiciones de la legislación relativas a las condiciones de empleo y remuneración de los asalariados agrícolas que se aplican en la zona sur	1804
Farmacia. — Consejo nacional provisional.	
Acuerdo del ministro de sanidad pública, de 30 de junio de 1959, modificando la composición del consejo nacional provisional de farmacia	1804

TEXTOS PARTICULARES

Prensa. — Prohibición de la publicación «Les documents de la Revue des deux mondes».	
Decreto n.º 2-59-1473 de 10 de rabía II de 1379 (13 de octubre de 1959) prohibiendo la publicación titulada «Les documents de la Revue des deux mondes»	1804
Tribunales de primera instancia y tribunales regionales. — Jueces de menores.	
Acuerdo del ministro de justicia, de 1.º de octubre de 1959, designando jueces de menores en los tribunales de primera instancia y en los tribunales regionales	1804
Delegaciones de firma.	
Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos, de 1.º de octubre de 1959, sobre delegación de firma	1805
Acuerdo del ministro de correos, telégrafos y teléfonos, de 10 de octubre de 1959, sobre delegación de firma	1805

ORGANIZACION Y PERSONAL DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS

TEXTOS COMUNES

Decreto n.º 2-59-945 de 10 de rabía II de 1379 (13 de octubre de 1959) sobre reorganización de los centros de formación administrativa	1805
Acuerdo del presidente del consejo, de 13 de octubre de 1959, fijando el programa del examen de ingreso en los centros de formación administrativa	1806

TEXTOS PARTICULARES

Ministerio de educación nacional.	
Decreto n.º 2-59-501 de 10 de rabía II de 1379 (13 de octubre de 1959) por el que se fijan las nuevas condiciones de ingreso en el cuadro general de maestros y de maestras.	1806
Ministerio de agricultura.	
Acuerdo del ministro de agricultura, de 28 de febrero de 1959, relativo a la clasificación de los agentes y subagentes públicos del Oficio cherifiano interprofesional de cereales.	1807

Acuerdo del ministro de agricultura, de 30 de septiembre de 1959, fijando las condiciones de acceso a determinados empleos del cuadro de agentes públicos del Oficio cherifiano interprofesional de cereales	1807
Acuerdo del ministro de agricultura, de 27 de agosto de 1959, por el que se fijan las condiciones, pruebas y programa del examen de aptitud para el acceso al empleo de «calculador-calculador» del cuadro de agentes públicos de tercera categoría, empleo propio del ministerio de agricultura (servicio topográfico)	1808
Acuerdo del ministro de agricultura, de 2 de octubre de 1959, creando comisiones administrativas paritarias competentes en cuanto a los funcionarios de los cuadros pertenecientes al ministerio de agricultura	1808
Acuerdo del ministro de agricultura, de 9 de octubre de 1959, modificando el número de plazas de ingenieros de trabajos agrícolas a cubrir por concurso convocado para los días 24 y 25 de noviembre de 1959	1811

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso de descubrimiento de derrelictos	1811
Aviso de puesta al cobro de listas cobratorias de impuestos directos	1811

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-59-186 du 25 hija 1378 (2 juillet 1959) relatif au régime des allocations familiales servies par la Caisse d'aide sociale.	
---	--

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions du décret n° 2-58-1243 du 25 hija 1378 (2 juillet 1959) complétant le décret du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) déterminant les modalités d'application du dahir de même date relatif à la Caisse d'aide sociale et de l'arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 2 juillet 1959 fixant le taux des allocations familiales servies par la Caisse d'aide sociale, prennent effet à compter du 1^{er} octobre 1958.

Fait à Rabat, le 25 hija 1378 (2 juillet 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,
le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) :

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Décret n° 2-58-1243 du 25 hija 1378 (2 juillet 1959) complétant le décret 2-57-1386 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) déterminant les modalités d'application du dahir du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale.	
--	--

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-57-257 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale ;

Vu le décret n° 2-57-1386 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) déterminant les modalités d'application du dahir du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 7 et 11 du décret susvisé du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) sont complétés ainsi qu'il suit :

« Article 7. —

« L'ouverture du droit aux allocations familiales peut être subordonnée à la perception d'un salaire minimum, dont le montant sera fixé par arrêté du ministre du travail et des questions sociales. »

« Article 11. —

« Le nombre d'enfants ouvrant droit aux allocations familiales peut être limité par arrêté du ministre du travail et des questions sociales. »

ART. 2. — Le présent décret prend effet à compter du 1^{er} octobre 1958.

Fait à Rabat, le 25 hijja 1378 (2 juillet 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 2 juillet 1959 fixant le taux de l'allocation familiale servie par la Caisse d'aide sociale.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu le dahir n° 1-57-257 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale ;

Vu le décret n° 2-57-1386 du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) déterminant les modalités d'application du dahir du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) relatif à la Caisse d'aide sociale et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1950 déterminant le taux des allocations familiales servies par la Caisse d'aide sociale et le taux des cotisations à verser par les employeurs et les arrêtés qui l'ont modifié ;

Après avis du ministre des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux mensuel de l'allocation versée par la Caisse d'aide sociale, pour chaque enfant à charge, autre que l'enfant unique, quel que soit le montant des salaires ou appointements du chef de famille, est fixée à mille six cents francs.

L'enfant unique à charge, répondant aux conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article 11 du décret susvisé du 2 jourmada II 1377 (25 décembre 1957) ouvre droit à l'allocation prévue au premier alinéa du présent article.

ART. 2. — Le droit à allocation n'est ouvert que si le chef de famille a perçu dans le mois un salaire au moins égal à huit mille francs.

Toutefois, les allocataires percevant moins de huit mille francs par mois et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient droit aux allocations, en application de l'arrêté susvisé du 4 octobre 1950, continueront à percevoir :

780 francs par mois et par enfant à charge si le salaire déclaré dans le mois est compris entre 3.000 et 7.999 francs ;

150 francs par mois et par enfant à charge si le salaire déclaré dans le mois est inférieur à 3.000 francs.

ART. 3. — Chaque ayant droit ne peut percevoir d'allocations que pour six enfants au maximum.

ART. 4. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} octobre 1958 et abroge, à la même date, l'arrêté susvisé du 4 octobre 1950.

Rabat, le 2 juillet 1959.

MAATI BOUABID.

Dahir n° 1-59-307 du 3 rebia II 1379 (6 octobre 1959) modifiant le dahir n° 1-57-378 du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) autorisant le Gouvernement à émettre des bons à dix ans.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir n° 1-57-375 du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) autorisant le Gouvernement à émettre des bons à dix ans,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier du dahir susvisé du 30 jourmada I 1377 (23 décembre 1957) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Le Gouvernement est autorisé à émettre au Maroc des bons remboursables à dix ans, dont le montant en circulation ne pourra pas dépasser la somme de huit milliards de francs (8.000.000.000 de fr.). »

Fait à Rabat, le 3 rebia II 1379 (6 octobre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,

le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) :

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Dahir n° 1-59-336 du 3 rebia II 1379 (6 octobre 1959) portant prélèvement d'une somme de 135.078.784 francs sur le Fonds de réserve au titre de l'exercice 1959 pour le règlement des dépenses d'exercices clos (listes complémentaires).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu les articles 16 et 78 du dahir n° 1-58-041 du 20 moharrem 1378 (6 août 1958) portant règlement sur la comptabilité publique du Royaume du Maroc,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Une somme de cent trente-cinq millions soixante-dix-huit mille sept cent quatre-vingt-quatre francs (135.078.784 fr.) sera prélevée sur le Fonds de réserve.

ART. 2. — Cette somme sera prise en recette au budget général de l'Etat de l'exercice 1959 pour permettre ultérieurement l'ouverture d'un crédit de cent trente-cinq millions soixante-dix-huit mille sept cent quatre-vingt-quatre francs (135.078.784 fr.) au chapitre 56 de la première partie du budget : « Dépenses d'exercices clos ».

Fait à Rabat, le 3 rebia II 1379 (6 octobre 1959).

Enregistré à la présidence du conseil,

le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) :

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Décret n° 2-59-0425 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) pris pour l'application du dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) relatif aux stocks de sécurité, à la déclaration des stocks et à la répression du stockage clandestin.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) relatif aux stocks de sécurité, à la déclaration des stocks et à la répression du stockage clandestin, et notamment son article 14,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Délégation est donnée aux ministres intéressés pour fixer les conditions d'application du dahir susvisé n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) en ce qui concerne les marchandises, produits ou denrées relevant de leur compétence.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 13 octobre 1959 relatif aux stocks de sécurité de sucre.

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) relatif à la constitution de stocks de sécurité, à la déclaration des stocks et à la répression du stockage clandestin et notamment son article premier ;

Vu le décret n° 2-59-425 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) pris pour l'application du dahir susvisé ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les importateurs habituels de sucre destiné à la vente en l'état, ainsi que les raffineurs de sucre, doivent détenir en permanence un stock de cette denrée, dit « Stock de sécurité », égal au 1/8 de la quantité vendue par eux au cours de l'année précédente.

L'importance du stock à constituer par chacun d'eux lui sera notifiée au début de chaque année par le sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande.

Les commerçants qui ne réalisent pas, d'une façon habituelle, des importations de sucre doivent, sur chaque importation effectuée par eux, prélever le 1/8 des quantités importées aux fins de constitution d'un stock permanent de sécurité. Les quantités stockées seront conservées pendant une durée d'un an à compter de la date de leur importation ou de leur mise en entrepôt fictif.

ART. 2. — L'obligation prévue à l'article précédent ne s'appliquera pas dans le cas d'importations égales ou inférieures à cinq quintaux bruts, sans toutefois que le total de ces importations puisse excéder dix quintaux par mois et par importateur.

ART. 3. — Les stocks visés à l'article premier seront composés de sucres raffinés ou cristallisés.

La substitution de sucre brut au sucre raffiné ou cristallisé pourra être autorisée par le sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande, sur la demande du raffineur.

ART. 4. — Les importateurs ou les raffineurs pourront mettre sous le régime de l'entrepôt fictif tout ou partie de leur stock permanent de sécurité.

ART. 5. — Les importateurs et les raffineurs adresseront au plus tard le 5 de chaque mois, au sous-secrétariat d'État au commerce,

à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande, une déclaration rédigée en quatre exemplaires indiquant :

1° Les quantités détenues au titre de stocks de sécurité le dernier jour du mois précédent, leur composition détaillée, tant en ce qui concerne la marchandise placée en entrepôt libre que celle placée en entrepôt fictif, ainsi que leur emplacement ;

2° Les stocks commerciaux ;

3° Les prévisions d'arrivage pour le mois en cours.

ART. 6. — Les importateurs et les raffineurs recevront mensuellement une indemnité de stockage de 0,75 % calculée sur la valeur de leur stock permanent.

L'indemnité de stockage ne sera pas appliquée aux quantités qui viendraient en dépassement de l'obligation de stockage.

Le calcul de cette indemnité figurera sur la déclaration prévue à l'article 5 qui sera transmise, après vérification, à la caisse de compensation chargée du paiement.

La valeur du sucre à retenir pour le calcul de l'indemnité de stockage sera :

pour les sucres raffinés, prêts à la vente, le prix de vente départ usine ou magasin importateur ;

pour les sucres bruts ou raffinés destinés à être transformés, le prix de la péréquation.

ART. 7. — Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et sanctionnées dans les conditions prévues par les articles 5 à 11 du dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) susvisé.

ART. 8. — Le décret n° 2-57-0029 du 7 jourmada II 1376 (9 janvier 1957), réglementant le stockage du sucre, ainsi que toute réglementation relative au même objet applicable dans l'ancienne zone de protectorat espagnol et dans la province de Tanger, sont abrogés.

Rabat, le 13 octobre 1959.

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 13 octobre 1959 relatif aux stocks de sécurité de café vert et de laits de conserve.

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) relatif aux stocks de sécurité, à la déclaration des stocks et à la répression du stockage clandestin ;

Vu le décret n° 2-59-425 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) pris pour l'application du dahir susvisé ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les importateurs habituels des denrées suivantes :

cafés verts ;

laits de conserve,

destinées à la vente, doivent détenir en permanence un stock desdites denrées dit « Stock de sécurité », égal :

pour les cafés verts : au huitième ;

pour les laits de conserve : au sixième,

des quantités importées par eux au cours de l'année précédente.

Les commerçants importateurs qui n'exercent pas leur activité d'une façon continue doivent constituer dans les mêmes conditions un stock permanent de sécurité par prélèvement de pourcentages identiques à ceux indiqués à l'alinéa précédent sur les quantités reçues lors de chaque importation ; pour le lait, le prélèvement portera sur les quantités que les intéressés se seront engagés à importer au cours de l'année.

L'importance du stock de laits à constituer et à la fixation de la période de référence pourront être révisés annuellement.

ART. 2. — L'obligation de stockage prévue à l'article précédent ne s'appliquera pas dans le cas d'importations égales ou inférieures, par importateur à :

100 kilogrammes pour les cafés, sans excéder au total 200 kilogrammes par mois ;

125 kilogrammes pour les laits, sans excéder au total 250 kilogrammes par mois.

ART. 3. — Les stocks visés à l'article premier seront composés de marchandises logées en emballages d'origine.

Le sous-secrétaire d'Etat au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande pourra :

fixer la liste limitative des qualités et variétés de cafés admises pour la constitution du stock permanent ;

autoriser la substitution des laits condensés sucrés au lait en poudre, sauf en ce qui concerne les laits en poudre médicaux.

ART. 4. — Les importateurs pourront mettre sous le régime de l'entrepôt fictif tout ou partie de leur stock permanent de laits de conserve et de cafés.

Le bénéfice du régime de l'entrepôt fictif ne pourra être accordé aux laits et cafés que pour le stockage d'une quantité supérieure à :

5.000 kilogrammes net pour les cafés ;

2.500 kilogrammes brut à nu pour les laits.

ART. 5. — Les stocks de sécurité que devront constituer les nouveaux importateurs devront l'être dans un délai maximum de deux mois, par fractions mensuelles égales, à compter de la première importation ou mise en entrepôt fictif.

Les quantités de laits et cafés stockés seront conservées en permanence pendant une durée d'un an à compter de la date de leur importation ou de leur mise en entrepôt fictif.

ART. 6. — Les importateurs souscriront, au plus tard le 5 de chaque mois au sous-secrétariat d'Etat au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande, une déclaration rédigée en triple exemplaire indiquant :

1° Les quantités stockées au titre de stocks de sécurité au dernier jour du mois précédent, leur composition détaillée, tant en ce qui concerne les marchandises placées en entrepôt fictif que celles en entrepôt libre, ainsi que leur emplacement ;

2° Les stocks commerciaux ;

3° Les prévisions d'arrivée par quantités et par nature pour le mois en cours.

ART. 7. — Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et sanctionnées dans les conditions prévues par les articles 5 à 11 du dahir n° 1-59-058 du 15 chaoual 1378 (24 avril 1959) susvisé.

ART. 8. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret, en vigueur dans l'ensemble du Maroc, sont abrogées.

Rabat, le 13 octobre 1959.

ABDERRAHIM BOUABID.

Décret n° 2-59-1200 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 25 hija 1370 (28 septembre 1951) relatif à l'admission temporaire des caoutchoucs bruts et produits assimilés, des tissus de coton écreu et des fils de fer ou d'acier destinés à la fabrication d'articles en caoutchouc pour l'exportation.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 16 chaoual 1340 (12 juin 1922) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13 juin 1922) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 hija 1370 (28 septembre 1951) relatif à l'admission temporaire des caoutchoucs bruts et produits assimilés, des tissus de coton écreu et des fils de fer ou d'acier destinés à la fabrication d'articles en caoutchouc pour l'exportation, tel qu'il a été modifié ou complété par les arrêtés viziriels des 22 safar 1372 (11 novembre 1952), 27 kaada 1373 (28 juillet 1954) et 11 ramadan 1374 (4 mai 1955),

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau repris à l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 hija 1370 (28 septembre 1951) est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne la rubrique afférente au botes en caoutchouc :

ESPECE des articles réexportés	APUREMENT, ESPECES ET POIDS
Bottes en caoutchouc.	a) 7 kg 700 de tissu de coton pur non caoutchouté ou 10 kg 460 de tissu de coton gommé ; b) 60 kg 500 de caoutchouc naturel ou artificiel.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Références :

- Dahir du 12 juin 1922 (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1071) ;
- Arrêté viziriel du 13 juin 1922 (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1072) ;
- du 28 septembre 1951 (B.O. n° 2034, du 19-10-1951, p. 1609) ;
- du 11 novembre 1952 (B.O. n° 2094, du 12-12-1952, p. 1638) ;
- du 28 juillet 1954 (B.O. n° 2186, du 7-9-1954, p. 1266) ;
- du 4 mai 1955 (B.O. n° 2224, du 10-6-1955, p. 835).

Décret n° 2-59-1581 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) modifiant l'arrêté viziriel du 8 moharrem 1345 (19 juillet 1926) fixant le régime de l'admission temporaire des bois bruts, équarris ou sciés, destinés à la fabrication des caisses en bois.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 16 chaoual 1340 (12 juin 1922) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13 juin 1922) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 moharrem 1345 (19 juillet 1926) fixant le régime de l'admission temporaire des bois bruts, équarris ou sciés, destinés à la confection des caisses en bois ;

Sur la proposition du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances, et après avis du ministre de l'agriculture et du sous-secrétaire d'Etat au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté viziriel du 8 moharrem 1345 (19 juillet 1926), susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Les bois bruts, équarris ou sciés d'une épaisseur égale ou supérieure à 12 mm des qualités généralement employées à la caisserie peuvent

(La suite sans changement.)

ART. 2. — L'article 7 de l'arrêté viziriel du 8 moharrem 1345 (19 juillet 1926), susvisé, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. — Le taux de rendement en volume est fixé à « soixante-dix-neuf pour cent. »

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (18 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Références :

Dahir du 16 chaoual 1340 (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1071) ;
Arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (B.O. n° 506, du 4-7-1922, p. 1072) ;
— du 8 moharrem 1345 (B.O. n° 719, du 3-8-1926, p. 1470).

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances du 2 septembre 1959 pris pour l'application des mesures transitoires prévues par le dahir n° 1-59-268 du 28 safar 1379 (2 septembre 1959) relatif à l'admission temporaire des caisses en bois destinées à l'exportation des agrumes.

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES,

Vu le dahir du 16 chaoual 1340 (12 juin 1922) sur l'admission temporaire, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 chaoual 1340 (13 juin 1922) portant réglementation de l'admission temporaire, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le dahir n° 1-59-268 du 28 safar 1379 (2 septembre 1959) relatif à l'admission temporaire des caisses en bois destinées à l'exportation des agrumes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 1959, les comptes d'admission temporaire afférents à des caisses vides en bois ou à des planchettes devant servir à la fabrication de ces caisses, destinées à l'exportation des agrumes, pourront être souscrits aux conditions prévues à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — Ces comptes ne pourront être valablement déchargés que dans la mesure où les exportations seront réalisées avant le 31 décembre 1959 et si le soumissionnaire peut, en outre, justifier par une attestation du ministère de l'agriculture (administration des eaux et forêts), de l'achat auprès de l'industrie locale d'une quantité équivalente d'emballages ou de planchettes de même type.

Rabat, le 2 septembre 1959.

ABDERRAHIM BOUABID.

Décret n° 2-59-1744 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) désignant M. Bahnini, ministre de la justice, pour assurer l'intérim du ministre de la défense nationale et des P.T.T.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 12 octobre 1959 et pendant l'absence hors du Maroc de M. Aouad, ministre de la défense nationale et des P.T.T., l'intérim sera assuré par le ministre de la justice, M. Bahnini.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (18 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du vice-président du conseil, ministre de l'économie nationale et des finances, du 23 octobre 1959 portant fixation de la date d'application de la nouvelle quotité tarifaire prévue par le dahir n° 1-59-247 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant modification du tarif des droits de douane à l'importation.

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-59-247 du 15 moharrem 1379 (21 juillet 1959) portant modification du tarif des droits de douane à l'importation, notamment le tableau des droits y annexé,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La quotité de 20 % *ad valorem* prévue pour les tracteurs-routiers (87-01-A) et les châssis avec cabine pour véhicules automobiles d'une cylindrée de 3.000 centimètres cubes ou plus (87-02-A-2) est rendue applicable à compter du 26 octobre 1959.

Rabat, le 23 octobre 1959.

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale du 14 septembre 1959 relatif aux associations, unions et fédérations de culture populaire.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu le dahir n° 1-59-142 du 26 kaada 1378 (3 juin 1959) instituant des comités régionaux de la culture populaire ;

Vu le décret n° 2-59-263 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) relatif à la création d'un conseil national de la culture populaire ;

Vu le décret n° 2-59-264 du 26 kaada 1378 (3 juin 1959) portant application du dahir n° 1-59-142 du 26 kaada 1378 (3 juin 1959) instituant des comités régionaux de la culture populaire,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Définition des associations de culture populaire.

Sont considérées comme associations de culture populaire les associations groupant des adultes ou des adolescents âgés d'au moins quinze ans autorisés par leur père ou tuteur et qui ont pour objet d'approfondir, par des activités régulières organisées en commun et sans but lucratif :

soit une technique dite « de loisir culturel », telle que le théâtre, le cinéma, la lecture, la musique, la peinture, le tourisme, pratiqués à titre d'amateurs ;

soit un certain domaine de connaissances civiques, économiques, sociales, scientifiques ou culturelles, par le moyen d'activités telles que cercles d'étude, conférences, visites, enquêtes, voyages d'étude.

Les associations de culture populaire sont régies par le dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association.

Elles doivent rassembler plus de douze personnes.

Leurs adhérents obéissent à des disciplines consignées dans un règlement intérieur.

ART. 2. — Unions régionales de culture populaire.

Les unions régionales de culture populaire sont soumises aux dispositions de l'article 14 du dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association.

Les unions régionales qui veulent être représentées au comité régional de la culture populaire doivent demander leur agrément dans les conditions fixées à l'article 6 ci-dessous.

Chaque union régionale agréée élit, en assemblée générale, parmi ses membres deux représentants au comité régional de la culture populaire.

L'assemblée générale d'une union comprend :

le président ou le vice-président ;

le secrétaire général ou le secrétaire adjoint ;

le trésorier ou le trésorier adjoint ;

deux délégués spécialement désignés par le conseil d'administration de l'association parmi ses membres.

de chacune des associations qui la composent.

ART. 3. — Fédérations de culture populaire.

Les unions régionales de culture populaire soit de même technique, soit polyvalentes, doivent se fédérer en fédération nationale et demander leur agrément au ministère de l'éducation nationale, si elles désirent être représentées au conseil national de la culture populaire.

Les fédérations nationales de culture populaire sont soumises aux dispositions de l'article 14 du dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association.

Chaque fédération nationale élit, en assemblée générale, parmi ses membres un représentant au conseil national de la culture populaire.

L'assemblée générale de chaque fédération comprend :

- le président ou le vice-président ;
- le secrétaire général ou le secrétaire adjoint ;
- le trésorier ou le trésorier adjoint ;

deux délégués spécialement désignés par le conseil d'administration de l'union parmi ses membres, des unions régionales que groupe la fédération.

ART. 4. — *Classement des associations, unions et fédérations de culture populaire.*

Suivant la nature de leurs activités, les associations, unions et fédérations de culture populaire sont classées par le ministre de l'éducation nationale (division de la jeunesse et des sports) après avis du conseil national de la culture populaire dans une catégorie déterminée, telle que :

- théâtre amateur ;
- bibliothèques populaires, cercles d'étude et conférences ;
- amateurs de cinéma et de photographies ;
- amateurs de musique ;
- amateurs de folklore ;
- amateurs d'art plastique ;
- associations à activités polyvalentes.

ART. 5. — *Agrément des associations de culture populaire.*

Les associations de culture populaire qui présenteront certaines garanties de valeur et d'efficacité pourront être agréées, pour un an, par le ministre de l'éducation nationale (division de la jeunesse et des sports) sur demande du président de l'association intéressée et après avis du conseil national de la culture populaire.

Seules les associations de culture populaire ainsi agréées seront susceptibles d'obtenir des subventions de fonctionnement.

Pour être agréée, toute association de culture populaire doit répondre aux conditions suivantes :

- a) avoir au moins un an d'existence légale ;
- b) être dirigée et administrée exclusivement par des personnes de nationalité marocaine et, en outre, être composée en majorité d'adhérents de nationalité marocaine, posséder un siège social et un compte postal ou bancaire au nom de l'association ;
- c) être représentée au sein du comité régional de la culture populaire soit individuellement, soit par l'intermédiaire de l'union régionale dont elle fait partie ;
- d) avoir un effectif et une qualité d'activités suffisants ;
- e) accepter le contrôle de gestion et l'inspection technique du ministère de l'éducation nationale (division de la jeunesse et des sports) ;
- f) avoir dans son conseil d'administration, pour la technique ou pour chacune des techniques statutairement pratiquées par l'association, un membre au moins ayant suivi un stage de la division de la jeunesse et des sports dans la ou les techniques en question. Des certificats de stage seront délivrés par la division à cet effet. Des équivalences pourront être accordées pour les animateurs marocains formés à l'étranger ;
- g) ne pratiquer aucune activité autre que celles qui sont prévues par ses statuts ;
- h) si la nature de ses activités le rend nécessaire, avoir contracté auprès d'une compagnie autorisée à fonctionner au Maroc une assurance garantissant ses membres contre les risques d'accidents dans l'exercice de ses activités et couvrant également la responsabilité civile des adhérents pour dommages causés à des tiers.

ART. 6. — *Agrément des unions ou fédérations.*

L'agrément est accordé sur leur demande aux unions et fédérations de culture populaire par le ministre de l'éducation nationale (division de la jeunesse et des sports), après avis du conseil national de la culture populaire.

La décision d'agrément précise pour chaque union ou fédération de culture populaire la catégorie dans laquelle elle est classée et fixe les limites de son domaine d'activité.

Pour être agréée toute union ou fédération de culture populaire doit répondre aux conditions suivantes :

a) grouper au moins les deux tiers des associations de même catégorie dans la région s'il s'agit d'une fédération nationale ;

b) accepter le contrôle de gestion et l'inspection technique du ministère de l'éducation nationale (division de la jeunesse et des sports) ;

c) s'il s'agit d'une union régionale avoir élu deux délégués pour la représenter au sein du comité régional de la culture populaire ; s'il s'agit d'une fédération nationale, avoir élu un délégué pour la représenter au sein du conseil national de la culture populaire.

ART. 7. — *Représentation des associations de culture populaire.*

La représentation des associations de culture populaire au sein du conseil national de la culture populaire est double : technique et géographique.

Techniquement chaque fédération nationale de culture populaire, soit de même technique, soit polyvalente, désigne un représentant au titre de membre effectif du conseil national.

Géographiquement le comité supérieur de la culture populaire désigne, pour chaque comité régional, un représentant au titre de membre effectif du conseil national.

ART. 8. — *Modalités des élections.*

Les élections à tous les échelons, concernant les comités, unions et fédérations se font à bulletin secret, scrutin uninominal et à la majorité absolue. Seuls prennent part aux votes et sont éligibles les membres effectifs.

Le président en exercice est responsable de l'organisation et du déroulement des élections. Il est assisté du secrétaire et d'assesseurs spécialement élus en vue du dépouillement du scrutin par les membres effectifs présents lors de la séance au cours de laquelle a lieu ce scrutin.

Rabat, le 14 septembre 1959.

ABDELKRIM BENJELLOUN.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 2 octobre 1959 portant extension à l'ancienne zone de protectorat espagnol et à la province de Tanger des dispositions de la législation relatives aux conditions d'emploi et de rémunération des salariés agricoles applicables en zone sud.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu le dahir n° 1-58-100 du 12 kaada 1377 (31 mai 1958) relatif à l'unification de la législation sur l'ensemble du territoire marocain ;

Vu le décret n° 2-58-473 du 14 kaada 1377 (2 juin 1958) donnant délégation de signature aux ministres et sous-secrétaires d'Etat pour l'extension de la législation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables dans l'ancienne zone de protectorat espagnol et dans la province de Tanger le dahir n° 1-57-182 du 19 ramadan 1377 (9 avril 1958) déterminant les conditions d'emploi et de rémunération des salariés agricoles, ainsi que l'arrêté du 10 avril 1958 pris pour son application.

ART. 2. — L'affichage de l'horaire du travail prévu par l'article 14 du dahir cité à l'article premier du présent arrêté et par l'article 10 de l'arrêté pris pour son application, sera fait en arabe dans les exploitations marocaines, en arabe et en français ou en espagnol dans les exploitations européennes.

ART. 3. — Sont abrogés :

Le dahir khalifien du 23 rebia II 1350 (7 septembre 1931) portant règlement de la journée légale de travail ;

L'ordonnance du Haut commissaire du 19 février 1940 fixant les règles du travail des femmes ;

Le dahir khalifien du 20 chaabane 1359 (23 septembre 1940) réglementant le repos hebdomadaire payé ;

L'ordonnance du Haut commissaire du 28 décembre 1940 édictant les règles d'inspection de l'application des dispositions concernant le travail ;

Le dahir khalifen du 29 rejev 1375 (12 mars 1956) réglementant le licenciement des ouvriers, à l'exception des articles 3, 5, 6, 7 et 8.

Rabat, le 2 octobre 1959.

MAATI BOUABID.

Arrêté du ministre de la santé publique du 30 juin 1959 portant modification de la composition du conseil national provisoire de la pharmacie.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE,

Vu le dahir n° 1-57-086 du 22 rebia II 1377 (16 novembre 1957) suspendant le fonctionnement des conseils professionnels de la pharmacie institués par le dahir du 5 safar 1362 (10 février 1943) et créant un conseil national provisoire de la pharmacie, et notamment ses articles 3 et 8 ;

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 7 janvier 1958 portant désignation des membres titulaires et suppléants du conseil national provisoire de la pharmacie ;

Considérant la démission de M. Page Marcel, pharmacien à Casablanca, membre titulaire non marocain du conseil national provisoire de la pharmacie,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste des membres titulaires et suppléants non marocains du conseil national provisoire de la pharmacie, fixée par arrêté du 7 janvier 1958 susvisé, est modifiée et complétée ainsi qu'il suit :

« b) Membres titulaires non marocains :

- « M^{me} Bossier Paule, pharmacien à Casablanca ;
- « MM. Chabert Jean, pharmacien à Rabat ;
- « Irunberry Jean, pharmacien à Tanger ;
- « Lauruol Jean, pharmacien à Salé ;
- « Ormancey Jean, pharmacien à Casablanca ;
- « Petruzzi Nicolino, pharmacien à Casablanca ;
- « Rico Moreno José Luis, pharmacien à Tétouan » ;

« d) Membres suppléants non marocains :

- « MM. Allemand Jean, pharmacien à Rabat ;
- « Benarroch Benatar Jacobo, pharmacien à Tanger ;
- « Berger Robert, pharmacien à Casablanca. »

Rabat, le 30 juin 1959.

D^r YOUSSEF BEN ABBÈS.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-59-1042 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) déclarant d'utilité publique la distraction du régime forestier, en vue du classement au domaine public de l'Etat, de deux parcelles de terrain faisant partie de la forêt domaniale des Goundafa (province de Marrakech).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 20 hija 1335 (10 octobre 1917) sur la conservation et l'exploitation des forêts, notamment son article 2, modifié et complété par le dahir du 8 chaoual 1378 (17 avril 1959) ;

Vu le décret du 29 kaada 1378 (6 juin 1959) fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission chargée d'émettre un avis en cas de distraction du régime forestier ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 kaada 1353 (6 février 1935) homologuant les opérations de délimitation de la forêt domaniale des Goundafa (Amizmiz) ;

Vu le procès-verbal du 22 mai 1958, établi par la commission prévue à cet effet et l'avis émis par ladite commission ainsi que par le gouverneur de la province de Marrakech ;

Après avis du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie nationale et des finances, du ministre des travaux publics et du ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique, en vue du classement au domaine public de l'Etat pour l'occupation, par le ministre des travaux publics, des maisons cantonnières d'Ijoukak et d'Igher, la distraction du régime forestier de deux parcelles de terrain respectivement d'une superficie de 25 a. 07 ca. et 3 ha. 91 a., faisant partie de la forêt domaniale des Goundafa, province de Marrakech, figurées par un liseré rouge sur les plans annexés à l'original du présent décret.

ART. 2. — La cession au ministre des travaux publics est autorisée au prix global de cinquante mille francs (50.000 fr.), soit dix mille francs (10.000 fr.) pour la première parcelle et quarante mille francs (40.000 fr.) pour la seconde.

Ladite somme sera versée au fonds domaniaux rural (domaine forestier) en vue de son emploi à l'acquisition de terrains à reboiser.

ART. 3. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des travaux publics et le ministre de l'économie nationale et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Référence :

Arrêté viziriel du 2 kaada 1353 (6-2-1935) (B.O. n° 1167, du 8-3-1935, p. 253).

Décret n° 2-59-1473 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) portant interdiction de la publication intitulée « Les Documents de la Revue des deux mondes ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-58-378 du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) formant code de la presse au Maroc et notamment son article 29,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont interdites sur l'ensemble du territoire marocain l'introduction, la circulation, la mise en vente et la distribution du numéro 6 du mois de juillet 1959, de la publication connue sous le nom *Les Documents de la Revue des deux mondes*, publiée à Paris et rédigée en langue française.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront punies des peines prévues en la matière par le dahir susvisé du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958).

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Décret n° 2-59-1584 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) autorisant l'installation et l'exploitation de la madrague dite « De-Cabo-Negro ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le règlement sur la pêche maritime (annexe III du dahir du 28 jourmada II 1337/31 mars 1919) et notamment son article 27 ;

Vu la convention passée entre le chef de la direction de la marine marchande et des pêches maritimes, agissant au nom et pour le compte du Gouvernement marocain, d'une part.

Et M. Hadj Mohamed Amor, agissant au nom et pour le compte de la société « Almadrabas africanas » de Casablanca, d'autre part,

Sur proposition du sous-secrétaire d'État au commerce, à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande, après avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — La société « Almadrabas africanas », de Casablanca, est autorisée à caler et à exploiter la madrague *De-Cabo-Negro*, située dans les eaux du quartier maritime de Tanger, dans les conditions fixées par la convention passée le 14 juillet 1959 entre le chef de la direction de la marine marchande et des pêches maritimes et le susnommé, et par le cahier des charges daté du même jour, annexé à ladite convention.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du ministre de la justice du 1^{er} octobre 1959 portant désignation de conseillers de cour d'appel délégués à la protection des mineurs pour les cours d'appel de Rabat et de Tanger.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu l'article 544 (alinéa 2^e) du dahir n° 1-58-261 du 1^{er} chaabane 1378 (10 février 1959) formant code de procédure pénale,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont chargés des fonctions de conseillers délégués à la protection des mineurs :

Cour d'appel de Rabat : MM. Perret Georges et Abdelhadi Mostafai.

Cour d'appel de Tanger : M. Bensabat Salomon.

Rabat, le 1^{er} octobre 1959.

BAHNINI.

Arrêté du ministre de la justice du 1^{er} octobre 1959 portant désignation de juges des mineurs des tribunaux de première instance et des tribunaux régionaux.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu l'article 521 (alinéa 1^{er}) du dahir n° 1-58-261 du 1^{er} chaabane 1378 (10 février 1959) formant code de procédure pénale,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont investis des fonctions de juge des mineurs près les tribunaux de première instance et les tribunaux régionaux les magistrats dont les noms suivent :

Tribunal de première instance de :

Casablanca : M. Ampoulange ;

Rabat : M. Rasquier ;

Meknès : M. Leblet ;

Fès : M. Doelsch ;

Oujda : M. Hérisson ;

Marrakech : M. Duprès.

Tribunal régional de :

Casablanca : M. Mohamed Laabi ;

Rabat : M. Yahia Skali ;

Meknès : M. Mohamed Amor ;

Fès : M. Lamrani Mohamed ;

Marrakech : M. Medkouri Abdelkadèr ;

Agadir : M. Driss Benhida ;

Oujda : M. Zehiri Arabi Modani ;
Ksar-es-Souk : M. Moufid Lahcèn ;
Beni-Mellal : M. Bel Hadj Driss ;
Tanger : M. Rouis Mohamed ;
Nador : M. Driss Marrakech ;
Tétouan : M. Abdeslam Benani.

Rabat, le 1^{er} octobre 1959.

BAHNINI.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 3 juillet 1959 relatif au repos hebdomadaire dans les salons de coiffure de la médina de Taza.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu le dahir du 2 ramadan 1366 (21 juillet 1947) relatif au repos hebdomadaire et au repos des jours fériés, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu la pétition du 22 mai 1958 émanant de l'unanimité des patrons et des employés coiffeurs de la médina de Taza ;

Vu l'avis émis le 2 juin 1959 par le syndicat des coiffeurs de la ville de Taza ;

Vu les avis émis respectivement le 12 juin et le 18 juin 1959 par le pacha de la ville de Taza et le gouverneur de la province de Taza,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les salons de coiffure de la médina de Taza, le repos hebdomadaire sera donné simultanément à tout le personnel le vendredi.

ART. 2. — Les salons de coiffure de la médina de Taza seront fermés au public pendant la durée du repos hebdomadaire.

Rabat, le 3 juillet 1959.

MAATI BOUABID.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 13 octobre 1959 modifiant l'arrêté du 5 août 1959 fixant dans la province de la Chaouïa la répartition du temps légal de travail en agriculture.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu le dahir n° 1-57-182 du 19 ramadan 1377 (9 avril 1958) déterminant les conditions d'emploi et de rémunération des salariés agricoles et notamment son article 14 ;

Vu l'arrêté du 5 août 1959 fixant dans la province de la Chaouïa la répartition du temps légal de travail en agriculture ;

Après avis de la commission paritaire provinciale de travail en agriculture de la province de la Chaouïa,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté susvisé du 5 août 1959 fixant dans la province de la Chaouïa la répartition du temps légal de travail en agriculture est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Le temps légal du travail des ouvriers agricoles de la province de la Chaouïa, limité à 2.700 heures dans l'année, est réparti comme suit :

« Cultures maraichères.

« Décembre, janvier et février	8 heures par jour
« Mars, avril et mai	9 — —
« Juin, juillet et août	10 — —
« Septembre, octobre et novembre	9 — — »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 13 octobre 1959.

MAATI BOUABID.

Arrêté du ministre du travail et des questions sociales du 13 octobre 1959 portant désignation d'un membre suppléant de la commission paritaire provinciale de travail en agriculture de la province de Marrakech.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu le dahir n° 1-57-182 du 19 ramadan 1377 (9 avril 1958) déterminant les conditions d'emploi et de rémunération des salariés agricoles et notamment son article 34 ;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1959 instituant dans la province de Marrakech une commission paritaire provinciale de travail en agriculture et désignant les membres patronaux et ouvriers de cette commission ;

Sur la proposition des organisations professionnelles et syndicales,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est désigné comme membre délégué patronal suppléant :

M. de Tonnac, agriculteur à Soueïlah,

en remplacement de :

M. de Prémoré René, agriculteur à Taguenza.

Rabat, le 13 octobre 1959.

MAATI BOUABID.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 1^{er} octobre 1959 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu le dahir n° 1-57-066 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État et, notamment, son article premier, modifié par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Mahdi Elmandjra, directeur de la radiodiffusion nationale marocaine, pour signer ou viser tous actes concernant les services relevant de son autorité, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

Rabat, le 1^{er} octobre 1959.

MOHAMMED AOUAD.

VU :

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 10 octobre 1959 portant délégation de signature.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'État et sous-secrétaires d'État, et notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Belout Abdelkrim, chef de cabinet, à l'effet de signer ou viser tous actes concernant les services relevant de mon autorité, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires.

Rabat, le 10 octobre 1959.

MOHAMMED AOUAD.

VU :

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS.

**Décret n° 2-59-945 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959)
portant réorganisation des centres de formation administrative.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le dahir du 26 rebia II 1367 (8 mars 1948) portant création d'une École marocaine d'administration ;

Vu le décret n° 2-58-117 du 26 chaabane 1377 (18 mars 1958) portant création des centres régionaux de formation administrative ;

Vu le décret n° 2-58-944 du 25 moharrem 1378 (12 août 1958) fixant la liste des emplois accessibles aux élèves des centres régionaux de formation administrative, et le décret du 10 ramadan 1378 (20 mars 1959) qui le complète,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Deux centres de formation administrative pour le recrutement dans les emplois de la catégorie B figurant sur le tableau annexé au présent décret sont ouverts à Rabat et à Tanger ; ces centres sont rattachés à l'École marocaine d'administration.

ART. 2. — L'effectif total des élèves à admettre chaque année dans les centres de formation administrative est déterminé par l'autorité gouvernementale chargée de la fonction publique en liaison avec les administrations intéressées.

Dans la limite de cet effectif, l'admission aux centres de formation administrative est subordonnée à un examen de sélection dont le règlement est fixé par arrêté du président du conseil.

Toutefois, pourront être dispensés de cet examen, d'une part, les agents titulaires des cadres secondaires ayant au moins deux ans de services publics, sur proposition des chefs d'administration intéressés, d'autre part, les candidats possédant le brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.), ou le certificat d'études secondaires musulmanes ou un diplôme équivalent.

ART. 3. — Les candidats devront remplir les conditions générales d'admission fixées par le règlement intérieur de l'École marocaine d'administration et être âgés de plus de dix-sept ans et de moins de trente ans au 1^{er} octobre de l'année d'entrée au centre de formation administrative.

Ils devront en outre souscrire l'engagement de servir l'administration marocaine pendant huit années au moins à compter de la sortie du centre.

Les élèves étrangers à l'administration recevront l'indemnité spéciale prévue par le règlement intérieur de l'École marocaine d'administration en faveur des élèves de première année de cette école.

Les élèves fonctionnaires bénéficieront du même statut que les élèves fonctionnaires de l'E.M.A.

ART. 4. — La durée totale du cycle de formation est fixée à une année. L'enseignement du centre est donné à temps plein pendant huit mois et est sanctionné par un examen de sortie.

ART. 5. — Les centres de formation administrative pourront comprendre quatre sections :

- Section d'administration générale ;
- Section économique et financière ;
- Section sociale (contrôleurs du travail) ;
- Section judiciaire (secrétariats-greffes).

La répartition des élèves entre ces sections, qui comporteront des cours communs et des cours spécialisés, sera effectuée compte tenu des demandes des services intéressés, des fonctions des candidats déjà employés dans l'administration, et, sous réserve des nécessités du service, des vœux des candidats.

ART. 6. — Les candidats reçus à l'examen de sortie, accomplissent une période de quatre mois dans leur administration d'affectation à l'issue de laquelle, si leurs services sont jugés satisfaisants, ils seront nommés directement à l'échelon de début de l'emploi où ils ont été affectés, avec dispense de stage.

Aucune condition de diplôme ne sera opposable aux intéressés pour leur avancement ultérieur dans le cadre.

ART. 7. — L'affectation aux emplois s'effectuera compte tenu de l'administration d'origine et de la section suivie, d'après le rang de classement de sortie, sans que soit exclue la possibilité dans l'intérêt du service de procéder à une affectation différente.

ART. 8. — Sont abrogés les décrets susvisés n° 2-58-117 du 26 chaabane 1377 (18 mars 1958) et 2-58-944 du 25 moharrem 1378 (12 août 1958) et le décret du 10 ramadan 1378 (20 mars 1959) qui le complète.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

* * *

**Tableau des emplois de la catégorie B
accessibles aux élèves reçus à l'examen de sortie
des centres de formation administrative.**

Cadre commun.

Secrétaires d'administration.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Secrétaires-greffiers adjoints.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Secrétaires administratifs ;

Contrôleurs des régies municipales.

Direction générale de la sûreté nationale.

Officiers de police adjoints.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Secrétaires d'administration ;

Contrôleurs des régies financières, du Trésor, des domaines et des douanes.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

Sous-secrétariat d'État au commerce,

à l'industrie, à l'artisanat et à la marine marchande.

Contrôleurs du commerce ;

Contrôleurs de la marine marchande.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Rédacteurs des services extérieurs ;

Secrétaires de conservation foncière.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES.

Contrôleurs du travail.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Rédacteurs des services extérieurs ;

Adjoints des services économiques.

MINISTÈRE DES P.T.T.

Contrôleurs.

Arrêté du président du conseil du 13 octobre 1959

fixant le programme

de l'examen d'entrée aux centres de formation administrative.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le décret n° 2-59-945 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) portant réorganisation des centres de formation administrative,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen de sélection prévu par le décret susvisé du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) pour être admis aux centres de formation administrative, comprend des épreuves écrites et orales qui porteront sur les matières suivantes :

I. — ÉPREUVES ÉCRITES.

a) Une rédaction en langue arabe sur un sujet d'ordre général (durée : 2 heures ; coefficient : 1) ;

b) Une rédaction en langue française ou espagnole sur un sujet d'ordre général (durée : 2 heures ; coefficient : 1) ;

c) Une composition sur un sujet d'histoire ou de géographie du Maroc, au choix du candidat (durée : 2 heures ; coefficient : 1).

II. — ÉPREUVES ORALES.

a) Une conversation avec le jury sur un sujet préparé à l'avance (coefficient : 1) ;

b) Une interrogation en histoire ou géographie portant sur la matière qui n'a pas été choisie à l'écrit (coefficient : 1).

ART. 2. — Les candidats devront obtenir la moyenne de 10 sur 20 pour être admissibles aux épreuves orales. La même moyenne sera requise pour l'admission définitive.

ART. 3. — Les demandes de participation à l'examen devront être établies sur papier timbré et adressées, accompagnées des pièces énumérées ci-après, à M. le directeur de l'École marocaine d'administration avant le 10 octobre de l'année en cours :

a) Un extrait d'acte de naissance ;

b) Un extrait de casier judiciaire n° 3, ou une pièce en tenant lieu ;

c) Une copie légalisée des diplômes ;

d) Un certificat médical constatant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie contagieuse.

Pour les candidats employés dans une administration, la demande de participation à l'examen établie sur papier timbré devra être adressée par la voie hiérarchique à l'exclusion des autres pièces énumérées ci-dessus.

ART. 4. — La date des épreuves sera fixée par le directeur de la fonction publique.

Rabat, le 13 octobre 1959.

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Décret n° 2-59-0501 du 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959) fixant les nouvelles conditions d'accès au cadre général des instituteurs et institutrices.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 12 kaada 1338 (29 juillet 1920) portant organisation du personnel du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 moharrem 1347 (3 juillet 1928) portant attribution d'une indemnité compensatrice en faveur des fonctionnaires de l'administration locale qui subissent une diminution de traitement lors de leur passage d'une catégorie dans une autre, tel qu'il a été complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 joumada I 1355 (27 juillet 1936) relatif à la situation des instituteurs et institutrices stagiaires, tel qu'il a été complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 rebia II 1366 (1^{er} mars 1947) portant création d'un cadre particulier d'instituteurs et d'institutrices, tel qu'il a été complété ou modifié notamment par le décret n° 2-57-1840 du 21 joumada I 1377 (14 décembre 1957) relatif à la situation de certains personnels de l'enseignement primaire musulman ;

Vu le décret n° 2-58-663 du 4 hija 1377 (23 juin 1958) concernant le classement des fonctionnaires de l'enseignement,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions contraires pourront être recrutés en qualité d'instituteurs et institutrices du cadre général stagiaires :

1° Les candidats pourvus de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou du diplôme de fins d'études musulmanes ou du brevet élémentaire ;

2° Les instituteurs et institutrices du cadre particulier titulaires comptant quatre années d'ancienneté en cette qualité et justifiant de l'un des diplômes suivants :

- Brevet d'études du premier cycle ;
- Certificat d'études secondaires ;
- Certificat d'études secondaires musulmanes ;
- Certificat d'études normales musulmanes ;
- Brevet d'études complémentaires musulmanes ;
- Diplôme d'études des médersas algériennes

ou diplôme figurant sur une liste établie par le ministre de l'éducation nationale après approbation de l'autorité gouvernementale chargée de la fonction publique.

ART. 2. — Les personnels recrutés en vertu des dispositions de l'article premier ci-dessus bénéficieront, le cas échéant, d'une indemnité compensatrice conformément à la législation en vigueur.

ART. 3. — Les instituteurs et institutrices du cadre général stagiaires ne peuvent être titularisés qu'après avoir subi avec succès les épreuves du certificat d'aptitude pédagogique (degré normal) ; s'ils ne sont pas pourvus du certificat précité après cinq ans de stage, ils sont soit licenciés, soit reversés dans leur cadre d'origine avec la situation qu'ils auraient eue s'ils y étaient demeurés.

La titularisation, lorsqu'elle est prononcée, prend effet au 1^{er} janvier qui suit l'obtention du certificat d'aptitude pédagogique (degré normal).

ART. 4. — Les instituteurs et institutrices du cadre général stagiaires sont éventuellement, lors de leur titularisation, reclassés dans les conditions prévues par le décret n° 2-58-663 du 5 hija 1377 (23 juin 1958) susvisé.

ART. 5. — A titre exceptionnel et transitoire pourront être intégrés dans le cadre général des instituteurs et institutrices, dans la limite des postes vacants, les instituteurs et institutrices du cadre particulier, en fonction, à la date d'effet du présent décret, remplissant une des conditions suivantes :

1° Être titulaire de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou du brevet élémentaire et justifier du certificat d'aptitude pédagogique (degré élémentaire) ;

2° Être pourvu du brevet d'études du premier cycle ou d'un des diplômes mentionnés à l'article premier, 2°, ci-dessus et justifier du certificat d'aptitude pédagogique (degré élémentaire) et de deux ans d'ancienneté dans ce cadre en qualité de titulaire ;

3° Compter cinq années d'ancienneté en cette qualité et justifier du certificat d'aptitude pédagogique pour l'enseignement de l'arabe.

ART. 6. — Le présent décret prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1959.

Fait à Rabat, le 10 rebia II 1379 (13 octobre 1959).

Le président du conseil p.i.,

ABDERRAHIM BOUABID.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 28 février 1959 portant classification des agents publics et sous-agents publics de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le dahir du 12 safar 1356 (24 avril 1937) portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé et les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment le dahir du 22 rejev 1367 (1^{er} juin 1948) dénommant cet organisme « Office chérifien interprofessionnel des céréales » ;

Vu le décret du 7 chaabane 1376 (9 mars 1957) fixant le statut du personnel de cet office, tel qu'il a été modifié ou complété par le décret du 25 rebia I 1378 (9 octobre 1958) ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 hija 1373 (18 août 1954) portant statut des agents publics des administrations marocaines ;

Vu l'arrêté du 20 juin 1953 portant classification des agents publics ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 joumada I 1374 (29 décembre 1954) portant statut des sous-agents publics des administrations marocaines ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 1955 portant classification des sous-agents publics,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La classification dans les différentes catégories d'agents et de sous-agents publics des emplois propres à l'Office chérifien interprofessionnel des céréales est déterminée conformément au tableau ci-dessous :

I. — AGENTS PUBLICS.

3^e catégorie :

Téléphoniste-standardiste (plus de 50 postes) ;
Concierge d'un groupe de bâtiments ;
Magasinier.

4^e catégorie :

Agent de contact ;
Concierge.

II. — SOUS-AGENTS PUBLICS.

1^{re} catégorie :

Ouvrier ;
Chauffeur.

3^e catégorie :

Personnel de nettoyage ;
Gardien.

Rabat, le 28 février 1959.

THAMI AMMAR.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 30 septembre 1959 fixant les conditions d'accès à certains emplois du cadre des agents publics de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le dahir du 12 safar 1356 (24 avril 1937) portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé et les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le dahir du 22 rejev 1367 (1^{er} juin 1948) dénommant cet organisme « Office chérifien interprofessionnel des céréales » ;

Vu le décret du 7 chaabane 1376 (9 mars 1957) fixant le statut du personnel de cet office et en particulier son article 12 ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 hija 1373 (18 août 1954) portant statut des agents publics des administrations marocaines ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 septembre 1954 fixant les conditions d'accès aux emplois communs du cadre des agents publics ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture du 28 février 1959 portant classification des agents publics et sous-agents publics de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les épreuves et le programme du concours professionnel pour l'accès à l'emploi d'agent de contact du cadre des agents publics propre à l'Office chérifien interprofessionnel des céréales sont fixés ainsi qu'il suit :

	Coefficients	Temps accordé
I. — Épreuve écrite.		
Compte rendu sur une affaire de service	2	1 h
II. — Épreuve pratique.		
Reconnaissance des céréales et des diverses altérations pouvant atteindre les grains. Examen des semoules, farines et produits dérivés. Agréage d'une céréale	5	0 h 30
III. — Épreuve orale.		
Interrogation sur la réglementation du marché des céréales et produits dérivés	2	0 h 15

Rabat, le 30 septembre 1959.

THAMI AMMAR.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 27 août 1959 fixant les conditions, les épreuves et le programme de l'examen d'aptitude pour l'accès à l'emploi de calculateur-calqueur du cadre des agents publics de 3^e catégorie, emploi propre au ministère de l'agriculture (service topographique).

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 hijra 1373 (18 août 1954) portant statut des agents publics des administrations marocaines, et notamment ses articles 5 et 8 ;

Vu le décret n° 2-59-0201 du 20 ramadan 1378 (30 mars 1959) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les modalités de recrutement des agents publics et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du 20 juin 1953 portant classification des agents publics, tel qu'il a été complété par l'arrêté du 17 janvier 1955 ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant du ministère de l'agriculture,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen d'aptitude pour l'accès à l'emploi de calculateur-calqueur des agents publics de 3^e catégorie ne comporte que des épreuves à caractère technique de la spécialité exercée.

ART. 2. — Nul ne peut prendre part à l'examen :

- s'il n'est sous-agent public titulaire de toutes catégories ou agent public titulaire de 4^e catégorie ;
- s'il n'a adressé sa demande dans les délais prévus ;
- s'il n'a été autorisé à y participer.

ART. 3. — Les épreuves et le programme de l'examen sont fixés en annexe au présent arrêté.

ART. 4. — Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5 sur 20 est éliminatoire. Entrent seuls en ligne pour le

classement définitif les candidats qui ont obtenu pour l'ensemble des épreuves une moyenne de 10 sur 20.

Rabat, le 27 août 1959.

THAMI AMMAR.

ANNEXE.

Épreuves et programme de l'examen d'aptitude à l'emploi de calculateur-calqueur de 3^e catégorie.

	Coefficients	Temps accordé
I. — Au choix :		
Calque d'une propriété foncière : les limites et détails seront calqués sur la reproduction de la minute d'un plan. Les écritures seront mises en place et exécutées par les candidats ;		
ou :		
Calcul des coordonnées d'un cheminement, évaluation des tolérances et répartition de l'erreur linéaire	3	2 h
II. — Au choix :		
Reproduction d'un fragment de carte sur support inerte dans les mêmes couleurs que la carte ;		
ou :		
Calcul de la contenance analytique d'une propriété d'après les formules en usage du service topographique	3	2 h
III. — Au choix :		
Habillage d'un plan, lisérés et teintes conventionnelles ;		
ou :		
Déterminations planimétriques de contenances totales ou d'appoints	2	1 h
TOTAL des coefficients	8	

Arrêté du ministre de l'agriculture du 2 octobre 1959 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires des cadres relevant du ministère de l'agriculture.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-59-200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) portant application de l'article 11 du dahir portant statut général de la fonction publique relatif aux commissions administratives paritaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au ministère de l'agriculture une commission administrative paritaire pour chacun des cadres ou groupes de cadres énumérés ci-après :

- Commission n° 1.** — Ingénieurs en chef, ingénieurs principaux et ingénieurs des services agricoles ; professeurs de l'École nationale d'agriculture ;
- 2. — Ingénieurs des travaux agricoles ; ingénieurs des travaux ruraux ;
- 3. — Adjoints techniques agricoles ;

- Commission n° 4.* — Moniteurs agricoles ;
- 5. — Ingénieurs en chefs, ingénieurs principaux et ingénieurs du génie rural ;
- 6. — Adjointes techniques principaux et adjoints techniques du génie rural ;
- 7. — Vétérinaires-inspecteurs en chef, vétérinaires-inspecteurs principaux et vétérinaires-inspecteurs ; chimistes en chef, chimistes principaux et chimistes ; inspecteurs divisionnaires et inspecteurs de la répression des fraudes ;
- 8. — Inspecteurs adjoints de la répression des fraudes ; préparateurs ;
- 9. — Agents d'élevage ;
- 10. — Aides-vétérinaires et infirmiers-vétérinaires ;
- 11. — Conservateurs, ingénieurs principaux et ingénieurs des eaux et forêts ;
- 12. — Ingénieurs principaux et ingénieurs des travaux des eaux et forêts ;
- 13. — Chefs de district principaux, chefs de district, sous-chefs de district et agents techniques des eaux et forêts ;
- 14. — Agents de surveillance ;
- 15. — Cavaliers des eaux et forêts ;
- 16. — Conservateurs, conservateurs adjoints, contrôleurs principaux, contrôleurs et contrôleurs adjoints de la conservation foncière ;
- 17. — Secrétaires de la conservation foncière ;
- 18. — Chefs de bureau d'interprétariat, interprètes principaux et interprètes ;
- 19. — Commis principaux et commis d'interprétariat ;
- 20. — Ingénieurs topographes principaux, ingénieurs topographes, ingénieurs géomètres-vérificateurs, ingénieurs géomètres principaux, ingénieurs géomètres et ingénieurs géomètres adjoints ;
- 21. — Adjointes principaux et adjoints du cadastre ;
- 22. — Chefs dessinateurs-calculateurs, dessinateurs-calculateurs principaux et dessinateurs-calculateurs ;
- 23. — Rédacteurs des services extérieurs ;
- 24. — Commis chefs de groupe, commis principaux et commis ;
- 25. — Secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes, dactylographes et employés de bureau ;
- 26. — Agents publics ;
- 27. — Sous-agents publics ;
- 28. — Chefs chaouchs et chaouchs.

Art. 2. — La composition de ces commissions est fixée ainsi qu'il suit :

	• Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Commission n° 1.</i>		
a) représentants du personnel :		
Ingénieurs en chef des services agricoles	—	—
Ingénieurs principaux et ingénieurs des services agricoles ; professeurs de l'École nationale d'agriculture	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 2.</i>		
a) représentants du personnel :		
Ingénieurs principaux et ingénieurs des travaux agricoles ; ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux ruraux	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1

	Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Commission n° 3.</i>		
a) représentants du personnel :		
Adjointes techniques agricoles	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 4.</i>		
a) représentants du personnel :		
Moniteurs agricoles	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 5.</i>		
a) représentants du personnel :		
Ingénieurs en chef du génie rural	—	—
Ingénieurs principaux et ingénieurs du génie rural	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 6.</i>		
a) représentants du personnel :		
Adjointes techniques principaux et adjoints techniques du génie rural	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 7.</i>		
a) représentants du personnel :		
Vétérinaires-inspecteurs en chef, chimistes en chef, inspecteurs divisionnaires de la répression des fraudes	—	—
Vétérinaires-inspecteurs principaux et vétérinaires-inspecteurs ; chimistes principaux et chimistes ; inspecteurs de la répression des fraudes	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 8.</i>		
a) représentants du personnel :		
Préparateurs ; inspecteurs adjoints de la répression des fraudes	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 9.</i>		
a) représentants du personnel :		
Agents d'élevage	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 10.</i>		
a) représentants du personnel :		
Aides-vétérinaires et infirmiers-vétérinaires ..	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 11.</i>		
a) représentants du personnel :		
Conservateurs des eaux et forêts	—	—
Ingénieurs principaux et ingénieurs des eaux et forêts	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 12.</i>		
a) représentants du personnel :		
Ingénieurs principaux et ingénieurs des travaux des eaux et forêts	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 13.</i>		
a) représentants du personnel :		
Chefs de district principaux	—	—
Chefs de district	—	—
Sous-chefs de district	1	1

	Membres titulaires	Membres suppléants
Agents techniques	2	2
b) représentants de l'administration ..	3	3
<i>Commission n° 14.</i>		
a) représentants du personnel :		
Agents de surveillance	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 15.</i>		
a) représentants du personnel :		
Cavaliers des eaux et forêts	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 16.</i>		
a) représentants du personnel :		
Conservateurs	—	—
Conservateurs adjoints	1	1
Contrôleurs principaux, contrôleurs et contrô- leurs adjoints	1	1
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 17.</i>		
a) représentants du personnel :		
Secrétaires de la conservation foncière	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 18.</i>		
a) représentants du personnel :		
Chefs de bureau d'interprétariat	1	1
Interprètes principaux et interprètes	1	1
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 19.</i>		
a) représentants du personnel :		
Commis principaux et commis d'interprétariat.	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 20.</i>		
a) représentants du personnel :		
Ingénieurs topographes principaux et ingé- nieurs topographes	—	—
Ingénieurs géomètres-vérificateurs	—	—
Ingénieurs géomètres principaux, ingénieurs géomètres et ingénieurs géomètres adjoints.	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 21.</i>		
a) représentants du personnel :		
Adjoints principaux et adjoints du cadastre ...	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 22.</i>		
a) représentants du personnel :		
Chefs dessinateurs-calculateurs	—	—
Dessinateurs-calculateurs principaux et dessi- nateurs-calculateurs	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 23.</i>		
a) représentants du personnel :		
Rédacteurs des services extérieurs	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 24.</i>		
a) représentants du personnel :		
Commis chefs de groupe	1	1
Commis principaux et commis	2	2
b) représentants de l'administration ..	3	3

	Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Commission n° 25.</i>		
a) représentants du personnel :		
Secrétaires sténodactylographes, sténodactylo- graphes, dactylographes et employés de bureau	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 26.</i>		
a) représentants du personnel :		
Agents publics	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 27.</i>		
a) représentants du personnel :		
Sous-agents publics	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 28.</i>		
a) représentants du personnel :		
Chefs chaouchs et chaouchs	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<p>ART. 3. — A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 1959, la composition des commissions instituées par le présent texte est fixée comme suit en application de l'article 35 (2° alinéa) du décret susvisé n° 2-59-200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) :</p>		
	Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Commission n° 1.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 2.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 3.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 4.</i>		
a) représentants du personnel	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 9.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 16.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 17.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 18.</i>		
a) représentants du personnel :		
Chefs de bureau d'interprétariat	1	1
Interprètes principaux et interprètes	1	1
b) représentants de l'administration ..	2	2
<i>Commission n° 19.</i>		
a) représentants du personnel	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2

	Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Commission n° 21.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 22.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 23.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 24.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 25.</i>		
a) représentants du personnel	1	1
b) représentants de l'administration ..	1	1
<i>Commission n° 26.</i>		
a) représentants du personnel	2	2
b) représentants de l'administration ..	2	2

Rabat, le 2 octobre 1959.

Pour le ministre de l'agriculture
et par délégation,
MESSAOUDI.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 9 octobre 1959 modifiant le nombre d'emplois mis en concours des 24 et 25 novembre 1959 pour le recrutement des ingénieurs des travaux agricoles.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'arrêté du 12 août 1959 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de deux ingénieurs des travaux agricoles à compter des 24 et 25 novembre 1959,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le nombre d'emplois mis au concours susvisé des 24 et 25 novembre 1959 est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

« Deux (2) ingénieurs des travaux agricoles » ;

Lire :

« Quatre (4) ingénieurs des travaux agricoles. »

Rabat, le 9 octobre 1959.

Pour le ministre de l'agriculture
et par délégation,
MESSAOUDI.

MINISTÈRE DES POSTES,
DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2440, du 31 juillet 1959,
page 1284.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 25 juin 1959 modifiant l'arrêté du 14 septembre 1957 fixant les conditions à remplir par les fonctionnaires des postes, des télégraphes et des téléphones pour postuler un emploi de grade par la voie du tableau d'avancement.

TABLEAU N° 38 (suite).

FONCTIONNAIRES ADMIS A POSTULER	CONDITIONS DE CANDIDATURE		
<i>Grade : receveur (suite) ou chef de centre.</i>			
	d) 1 ^{re} classe	e) 2 ^e classe	f) 3 ^e classe
<i>Après :</i>			
Receveurs et chefs de centre :			
4 ^e classe	Inadmis.	Inadmis.	2 ans de grade.
<i>Au lieu de :</i>			
Inspecteurs-rédacteurs et inspecteurs-instructeurs	Sans ancienneté.	Inadmis.	Inadmis.
<i>Lire :</i>			
Chefs de bureau et inspecteurs principaux	Sans ancienneté.	Inadmis.	Inadmis.

(La suite sans modification.)

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION**Création d'emplois.**

Par arrêté du ministre des travaux publics du 24 août 1959, il est créé au titre du budget de l'exercice 1959, chapitre 40, article premier (personnel), les emplois ci-après :

I. — TRANSFORMATION D'EMPLOIS.

A compter du 1^{er} janvier 1959 :

Bureau d'interprétariat.

4 emplois de secrétaires administratifs (cadre du ministère de l'intérieur) par transformation de 2 emplois de secrétaires de langue arabe et de 3 emplois de commis d'interprétariat.

Services généraux.**Service administratif.**

1 emploi de secrétaire d'administration par transformation d'un emploi de secrétaire (cadre de l'ancien makhzen).

Service technique.

1 emploi de secrétaire d'administration par transformation d'un emploi de secrétaire (cadre de l'ancien makhzen) du service administratif.

Travaux publics.

20 emplois d'adjoints techniques par transformation de 26 emplois d'agents techniques.

II. — CRÉATION D'EMPLOIS.

A compter du 1^{er} juillet 1959 :

5 emplois de chefs de bureau d'arrondissement.

Nominations et promotions.**MINISTÈRE DES POSTES,
DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.****SERVICES ADMINISTRATIFS.**

Est promu *inspecteur-rédacteur*, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Jirari Jilali, *inspecteur-rédacteur*, 2^e échelon. (Arrêté du 30 avril 1959.)

Sont nommés :

Inspecteurs-rédacteurs, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juillet 1958 : M^{me} Félix-Édouard Doris ;

Du 21 août 1958 : M. Bellehsèn Elie,

inspecteurs-rédacteurs, 3^e échelon ;

Dessinateurs stagiaires du 1^{er} février 1959 : MM. Andari Mohamed, commis temporaire, et Belfakih Thami, commis intérimaire. (Arrêtés des 15 et 21 avril 1959.)

SERVICE GÉNÉRAL ET DES I.E.M.

Sont promus :

Receveurs :

De 4^e classe, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1959 : M. Lahmidi Mohamed, receveur de 4^e classe, 5^e échelon ;

De 5^e classe, 4^e échelon du 1^{er} juin 1959 : M. Haouzia Brahim, receveur de 5^e classe, 5^e échelon ;

Inspecteurs adjoints, 3^e échelon du 17 octobre 1957 : M. Hafidi Brahim, inspecteur adjoint, 2^e échelon ;

Contrôleurs :

7^e échelon du 1^{er} juin 1959 : M. Barch M'Barch, contrôleur, 6^e échelon ;

2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1958 : M^{me} Sebag Jacqueline ;

Du 1^{er} juillet 1959 : M. Aomar Abdallah el Boufrahi ;

Du 11 juillet 1959 : M. Lahlali Ahmed, contrôleurs, 1^{er} échelon ;

Agents d'exploitation :**8^e échelon :**

Du 21 octobre 1957 : M. Ouldamar Hassan ;

Du 16 septembre 1958 : M. Zeguoun Slimane, agents d'exploitation principaux, 7^e échelon ;

7^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Lemoufid Ahmed, agent d'exploitation, 6^e échelon ;

6^e échelon du 6 mars 1959 : M^{me} Faer Georgette, agent d'exploitation, 5^e échelon ;

5^e échelon :

Du 11 mai 1959 : M. Attmani Driss ;

Du 1^{er} juillet 1959 : MM. Adaskou Mohamed, Attrassi Mohamed, Berbich Abdelkrim, Doukkali Mohamed, El Hajji M'Hamed, El Hasani Ahmed, El Saïdi Abderrahman, Harifi Mohamed, Harragui Aqqa, Hayon Isaac, Lahrichi Mohamed, Saporta Ruben et Tamsamani Mohamed,

agents d'exploitation, 4^e échelon ;

4^e échelon :

Du 6 juin 1958 : M. Chekkali Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1959 : M. Abdallah ben Larbi el Guermaz ;

Du 6 juillet 1959 : M. Nadifi M'Hamed ben Ali Abdallah, agents d'exploitation, 3^e échelon ;

3^e échelon :

Du 26 mars 1958 : M. Touil Abdallah ;

Du 6 janvier 1959 : M. Larbi ben Laguid, agents d'exploitation, 2^e échelon ;

2^e échelon :

Du 6 janvier 1959 : MM. Boutaleb Mohammed et Harroch Elie ;

Du 26 janvier 1959 : M. Abergel Nissim ;

Du 16 juin 1959 : M. Amel Alla ;

Du 1^{er} juillet 1959 : MM. Abdelouahad Ahmed Achaach, Abdelkadèr Abdessekam el Mahjour, Abdellatif Larbi el Haddad, Abdelkhalek Abdeslam Nassèr, Mohamed Mohamed Chaachoua, Mohamed ben Mohamed Chaïb, Mohamed M'Barek Entifi, Mohamed Ali Mohamed el Berdayi et Jamal Addine Mohamed ben El Haj,

agents d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Receveurs-distributeurs :

4^e échelon du 26 mai 1959 : M. Fadili Mohamed, receveur-distributeur, 3^e échelon ;

3^e échelon du 6 mai 1959 : M. Ouzine Mustapha, receveur-distributeur, 2^e échelon ;

2^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : MM. Benchaya Larbi et Znati Thami.

(Arrêtés des 17 décembre 1958, 3, 4 février, 5, 24, 27 mars, 3, 27, 30 avril, 5, 6 et 23 mai 1959.)

Sont nommés :

Receveurs de 4^e classe, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1957, et nommés *receveurs de 3^e classe*, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1958 : MM. Ahmed ben Thami ben Ahmed Ouazani, receveur de 5^e classe, 3^e échelon, et Andaloussi Abdelkadèr, inspecteur adjoint, 3^e échelon ;

Receveurs :

De 4^e classe, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1957 : MM. Lahmidi Mohamed et M'Hamedi Abdelkadèr, receveurs de 5^e classe, 3^e échelon ;

De 5^e classe, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1957 et promu *receveur de 5^e classe*, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1959 : M. El Hajouji Sidi el Hadi, receveur de 5^e classe, 5^e échelon ;

De 5^e classe, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1957 et promu receveur de 5^e classe, 5^e échelon du 21 juin 1957 : M. Bel Bachir Mimoun, receveur de 6^e classe, 6^e échelon, (effet pécuniaire du 6 février 1958) ;

De 6^e classe, 7^e échelon du 1^{er} juillet 1956 et promu receveur de 6^e classe, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1958 : M. Mchich Mohamed, contrôleur, 1^{er} échelon ;

Inspecteurs, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} janvier 1957 : MM. Abdesselam ben Ahmed Boudraa, Doukkali Ahmed et El Bekkraoui Mohamed, inspecteurs adjoints, 3^e échelon ;

Du 1^{er} janvier 1958 : MM. Gabay Aaron et Nejjar Mohamed, inspecteurs adjoints, 3^e échelon ;

Inspecteur-élève du 1^{er} juillet 1958 : M. Banit Bouchta, ouvrier temporaire ;

Contrôleurs :

2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1958 : M^{lle} Bensimhon Mériem, agent d'exploitation stagiaire ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M^{lle} Assayag Lucette, agent d'exploitation, 2^e échelon ;

1^{er} échelon :

Du 1^{er} juillet 1957 et promu contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. El Rhoul Abdelkader, agent d'exploitation stagiaire ;

Du 1^{er} juillet 1956 et promu contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1957 : M. Assouline Hayme, agent d'exploitation, 5^e échelon ;

1^{er} échelon :

Du 9 septembre 1957 : M. Belkeziz Abderrahmane ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M^{lles} Ederhy Raymonde, Iflah Féby, Maman Simy et Malka Yolande ;

Du 1^{er} janvier 1958 : M^{lle} Benamram Laurette,

agents d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} juillet 1957 et titularisée dans son grade du 1^{er} octobre 1958 : M^{me} El Haddad Suzanne, agent d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Du 28 juin 1957 : M. Bitton Félix, commis temporaire ;

Du 18 août 1958 : M. Moussi Mohamed ;

Du 3 décembre 1958 : M. Mtioui Abdelhamid,

commis intérimaires ;

Du 23 mars 1959 : M. Fennich Larbi ;

Du 16 octobre 1958 : MM. Loudij Mohamed, Namane Mohamed et Rahlaoui Abdelkébir ;

Du 3 novembre 1958 : M. El Gorfti Abdesselam, postulants ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M^{lle} Mabtoul Saliba ;

Du 1^{er} janvier 1958 : M^{me} Bennouna Fatna,

agents d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Agents d'exploitation, 1^{er} échelon :

Du 24 octobre 1957 : M^{lle} Guigui Fortunée ;

Du 19 novembre 1957 : M^{lle} Chriqui Léa ;

Du 11 août 1958 : M^{lle} Elmoznin Lydia,

commis intérimaires ;

Du 11 août 1958 : MM. Bensghir Abdelmajid, postulant, et Hasnaoui Jillali, commis intérimaire ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M^{me} Suissa Annette, agent d'exploitation préstagiaire, M^{lle} Cohen Clotilde, MM. Baladi Mohamed, Chrak Saïd, commis intérimaires, Mardas M'Hamed, facteur, et Alem Abdelkader, facteur intérimaire ;

Du 9 février 1959 : M^{lles} Benstiti Khadija, Boulouiz Fatiha, Hachem Fatiha, commis temporaires, MM. Belghazi Hamid, facteur, 1^{er} échelon, Draoui Khalfa, commis intérimaire, et Harroch David, ouvrier temporaire ;

Est titularisée et nommée agent d'exploitation, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1957 et reclassée dans son grade du 1^{er} janvier 1958 : M^{me} Bennouna Fatna, commis temporaire ;

Agents d'exploitation préstagiaires :

Du 1^{er} janvier 1958 : M^{me} Suissa Annette, M^{lle} Ohayon Esther, commis intérimaires, et M. Karroum Ahmed, facteur, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M^{lle} Benarroch Simone, commis intérimaire ;

Receveurs-distributeurs :

Du 11 décembre 1958 : M. Azoui Mohamed ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M. Bounhar Ahmed, facteurs, 1^{er} échelon.

(Arrêtés des 1^{er} avril, 21, 28, 29 août, 11 septembre, 28 octobre, 5 novembre, 5, 12, 20 décembre 1958, 3, 22, 28 janvier, 3, 26, 28 février, 6, 7, 10, 11, 17, 24, 27 mars, 1^{er}, 3, 14, 15, 21, 23, 30 avril et 2 juillet 1959.)

Sont titularisés et reclassés :

Inspecteurs adjoints, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juillet 1957 : M^{lle} Pérez Simy ;

Du 20 novembre 1956 : M. Assouline Albert ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M. Benlemlih Mohamed ;

Du 1^{er} avril 1958 : M. Zafrany Jacob ;

Du 26 août 1958 : M. Bachar Hassan,

inspecteurs-élèves ;

Agents d'exploitation, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} décembre 1957 : M. Nabawi Mohamed ;

Du 12 avril 1957 : M^{lle} Iflah Féby ;

Du 30 juin 1958 : M^{lle} Melka Yolande ;

Du 1^{er} décembre 1958 : M^{lle} El Mosnino Zohra, MM. Benani Taïbi et Benloulou David,

agents d'exploitation stagiaires ;

Du 1^{er} décembre 1958 : M. Chantit Abdelmajid ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M. El Mansouri Radi ;

Du 1^{er} décembre 1958 : M. Ghazzali Lhassan, facteurs détachés dans le cadre des agents d'exploitation stagiaires ;

Du 1^{er} décembre 1958 : M. Haddad Abraham ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M. Khizzioua Abdeslem,

agents d'exploitation stagiaires ;

Du 1^{er} décembre 1958 : MM. Loufti Yaacoubi el Mahdi et Loufti Abdelkader, facteurs détachés dans le cadre des agents d'exploitation stagiaires ;

Du 1^{er} décembre 1958 : MM. Mouradi Abdelkader, Semlali Mohamed et Semmar Ahmed ;

Du 2 décembre 1958 : M^{lle} Mabtoul Saliba ;

Du 26 décembre 1958 : M^{lle} Bitton Messody ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M^{lles} Hazan Clarisse et Sebag Messody, agents d'exploitation stagiaires ;

Du 1^{er} décembre 1958 : MM. Zouine Ahmed et Tazi Abbès, facteurs détachés dans le cadre des agents d'exploitation stagiaires.

(Arrêtés des 29, 31 janvier, 13, 28 février, 17, 24 mars, 15, 21 avril, 5, 6, 11 mai, 1^{er} juin et 2 juillet 1959.)

Sont reclassés contrôleurs, 7^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1956 : M. Hamou Siméon, inspecteur adjoint, 3^e échelon ;

Du 16 août 1957 : M. Assouline Hayme, contrôleur, 2^e échelon ;

Du 1^{er} juillet 1956, promu contrôleur, 2^e échelon à la même date et nommé au 3^e échelon de son grade du 16 novembre 1957 : M. Zbili Elie, contrôleur, 2^e échelon.

(Arrêtés des 16 août 1958, 24 et 31 mars 1959.)

Sont détachés dans le cadre des agents d'exploitation stagiaires, 1^{er} échelon du 22 juillet 1958 : MM. Abderrahman el Arbi, Bouchouha Mohamed et Lawli Lhoussaïn, facteurs détachés dans le cadre des agents d'exploitation préstagiaires. (Arrêtés des 31 mars et 3 avril 1959.)

SERVICE DES INSTALLATIONS DES LIGNES ET DES ATELIERS.

Sont promus :

Mécanicien-dépanneur, 5^e échelon du 11 février 1959 : M. Marouf Mohamed, *mécanicien-dépanneur*, 4^e échelon ;

Sous-agents publics :

7^e échelon du 1^{er} janvier 1959 : M. Lahbib Habib, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

6^e échelon du 1^{er} mai 1959 : M. Mezdagui Hadj, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

5^e échelon du 21 janvier 1959 : M. Mouadfiri Driss, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

7^e échelon du 1^{er} janvier 1959 : M. Costo Abdelkadèr, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon.

(Arrêtés des 15 et 21 avril 1959.)

Est nommé *conducteur de chantier stagiaire*, 1^{er} échelon du 1^{er} mars 1958 : M. Elkaïm Isaac, agent technique de 1^{re} classe, 1^{er} échelon. (Arrêté du 21 mars 1959.)

Sont nommés :

Contrôleur de travaux mécaniques stagiaire, du 1^{er} mars 1959 : M. Riadi Abdellah, agent des installations, 3^e échelon ;

Ouvriers d'État :

De 3^e catégorie, 8^e échelon du 16 septembre 1958 : M. Bouazzaoui Abdelhamid, ouvrier temporaire ;

De 2^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} juillet 1958 : MM. Ennahari Abderrahmane, Kerroudi Ahmed et Lebdaoui ben Abbès, ouvriers numérotés ;

Agents des installations stagiaires :

3^e échelon du 1^{er} juillet 1956 : M. Naïm Abdeslam, ouvrier d'État des I.E.M. de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

1^{er} échelon :Du 1^{er} juillet 1957 : M. Tahar Azzouz ;Du 1^{er} août 1957 : M. Belfoul Mohamed ;

Du 11 juillet 1958 : M. El Hadraoui el Houssaïn ;

Du 16 septembre 1958 : MM. Abecassis Simon et Sebag René, ouvriers temporaires ;

Du 13 octobre 1958 : M. Amselem Albert ;

Du 4 mars 1959 : M. Bettan Raphaël, postulants ;

Agents techniques de 1^{re} classe :1^{er} échelon :

Du 1^{er} janvier 1958 : MM. Bahloul Abdallah, Cherfaoui Abdeslam, El Qochairi Ahmed, Lachiri Mohamed, Riffi M'Barek, Zerouali Mouhtadi et Zaïz Ahmed, agents techniques, 1^{er} échelon ;

2^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1958 : M. Bouchama Mohamed, agent technique conducteur, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} janvier 1958 et promu au 3^e échelon de son grade du 26 mai 1958 : M. Khadri Mohamed, agent technique, 2^e échelon ;

Agents techniques stagiaires, 1^{er} échelon :Du 1^{er} février 1958 : M. Idrissi Ouali Ali, ouvrier permanent ;

Du 20 octobre 1958 : MM. Khayar Messaoud, Dechraoui Ahmed, ouvriers temporaires, El Alaoui Mohammed et Ghattas Mohamed ;

Du 8 décembre 1958 : MM. Bouchaïb ben Abdallah et Slami Mohamed, postulants.

(Arrêtés des 15 octobre, 7, 15, 28, 29 novembre, 2, 16, 17, 30 décembre 1958, 7, 26, 29, 31 janvier, 27 février, 31 mars, 15 avril, 8 et 11 mai 1959.)

Sont titularisés :

Ouvrier d'État de 3^e catégorie, I.E.M., 1^{er} échelon du 1^{er} mars 1959 : M. Assad Mohamed, ouvrier d'État de 3^e catégorie, I.E.M., stagiaire ;

Agents des installations stagiaires, 1^{er} échelon :

Du 19 novembre 1958 : M. Alout Ahmed ;

Du 1^{er} juillet 1958 : M. Boughaba Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1957 : MM. Pinto Robert et Sendide Abdelkrim, agents des installations stagiaires ;

Agent technique conducteur, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1957 : M. Kahloun Brahim, agent technique conducteur stagiaire.

(Arrêtés des 30 avril et 11 mai 1959.)

SERVICE DE DISTRIBUTION.

Sont nommés :

Courrier-convoyeur, 1^{er} échelon du 1^{er} février 1959 : M. Ammari Abderrahmane, facteur, 4^e échelon ;

Facteur-chef, 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1957 : M. El Azhari Mohamed, facteur, 4^e échelon ;

Facteurs stagiaires :

Du 19 mai 1958 : M. Ouichou Brahim ;

Du 1^{er} novembre 1957 : M. Driss Mohamed bel Bekni ;

Du 1^{er} novembre 1958 : MM. Chaouni Mohamed, Es Salhi Abdesamad, Salim Bouchaïb, ex-Bouchaïb ben Lahcèn, et Senhadji Abdeslem ;

Du 31 janvier 1959 : M. Akkrim Saïd,

facteurs intérimaires ;

Du 2 janvier 1958 : M. Mustapha el Hadj el Mokhtar (effet pécniaire du 17 février 1958) ;

Du 16 octobre 1958 : M. El Jouhari Sidi Ahmed, postulants.

(Arrêtés des 15 octobre, 25 novembre, 2 décembre 1958, 5 janvier, 18, 25 février, 12, 16 mars, 15 et 23 avril 1959.)

Sont promus facteurs :

7^e échelon :

Du 26 mars 1959 : M. Makdad Mohamed ;

Du 6 juin 1959 : M. Abssi Mohamed,

facteurs, 6^e échelon ;6^e échelon :Du 1^{er} octobre 1958 : M. Yacoub Brahim ;

Du 16 mai 1959 : M. Reguieg Embarek ;

Du 21 mai 1959 : M. Taoufik Jilali,

facteurs, 5^e échelon ;

5^e échelon du 11 juillet 1959 : M. Kandil Abdeslam, facteur, 4^e échelon ;

4^e échelon :

Du 26 septembre 1957 : M. Benouali Boudkil Slimane ;

Du 16 octobre 1958 : M. Belharazem Abdelkadèr ;

Du 21 juin 1959 : MM. Abdellah Selam Mohamed et Ali ben Abdeslam Sultani,

facteurs, 3^e échelon ;3^e échelon :

Du 26 août 1958 : M. Elgoss Mohamed ;

Du 26 novembre 1958 : M. Houhou Khoudir ;

Du 16 janvier 1959 : M. Qarqouri Lahcèn ;

Du 21 mai 1959 : M. Fouad Abdelkadèr ;

Du 21 juin 1959 : M. Bouhra Ali.

facteurs, 2^e échelon ;2^e échelon :

Du 1^{er} mai 1959 : MM. Maanaoui Abdelhadi, Mahdaoui Miloudi, Ouziki Ahmed, Ryadi Mohammed et Sakout Mohammed ;

Du 26 juin 1959 : MM. Lahrach Abdelkadèr et Mostefa Kara Sid Ahmed,

facteurs, 1^{er} échelon ;

Manutentionnaires :

4^e échelon du 26 octobre 1957 : M. Saïd ben Ahmed ben Abdelkadèr, manutentionnaire, 3^e échelon ;

2^e échelon du 26 mars 1959 : M. Benharrats Hadj Mohamed, manutentionnaire, 1^{er} échelon ;

Sous-agents publics :

9^e échelon du 18 juillet 1959 : M. Hamdone el Hadj, sous-agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon ;

5^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Driss ben Larbi, sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

4^e échelon du 1^{er} avril 1959 : M. Zaassari Ahmed, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon ;

3^e échelon du 1^{er} juillet 1956 : M. Laassari Ahmed, sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon.

(Arrêtés des 4 février, 19, 20, 24 mars, 3, 14, 21, 30 avril, 5, 6, 23 et 26 mai 1959.)

Sont titularisés et reclassés *facteurs*, 1^{er} échelon :

Du 26 décembre 1957 : M. Deloya David ;

Du 1^{er} mars 1958 : MM. Mahi Mustapha, Zekri Mohammed et Oubakkou Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1958 : M. Rhom Omar ;

Du 1^{er} août 1958 : MM. Anhero Saïd, Benkhaled Mokhtar, Bel-laziz Mohamed ben Lahcèn, Bounit Lahcèn, Chantit Mohamed ben Moktar, Kakmaoui Ali, Kribech Abdelkadèr, Mehdi Mostapha, Yahiaoui Abdellatif et El Bekkali Abdeslam ;

Du 1^{er} novembre 1958 : MM. Abdellaoui Driss, Alahyane Abdellah, Amouri Ammari, Bahidis Mohammed, Belrhiti Rachid, Boussidi el Houssine, Cherfaoui Driss et Salhi Mohammed ;

Du 25 novembre 1958 : M. Dahmani Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M. Mrizak Ahmed ;

Du 2 janvier 1959 : MM. Abdelhamid ben Larbi Hayyoun, Driss ben Lousatham ben Ahmed Chaïbi, Mohamed Allouche Ali el Ouariaghali, Mohamed ben Mohamed Lhousani Laraïchi et Mohamed Abdeslam Allouche,

facteurs stagiaires.

(Arrêtés des 26 février, 3, 4, 5, 7, 10, 24 mars, 3 et 30 avril 1959.)

Est reclassé *facteur*, 1^{er} échelon du 1^{er} mai 1956 : M. Mardas Mohamed. (Arrêté du 30 avril 1959.)

Est rayé des cadres du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones du 1^{er} mai 1959 : M. Bennis Abdelhak, manutentionnaire stagiaire, 1^{er} échelon, dont la démission est acceptée. (Arrêté du 21 mai 1959.)

SERVICE DE LA RADIODIFFUSION.

Sont promus :

Ingénieur des télécommunications de 3^e classe, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1958 : M. Berrada Abderrazak, ingénieur de 3^e classe, 2^e échelon ;

Chaouchs de 7^e classe du 1^{er} juillet 1959 : MM. El Haddad Omar et Rafi Hoummane, *chaouchs de 8^e classe.*

(Arrêtés des 22 janvier, 5 et 6 mai 1959.)

SERVICE ADMINISTRATIF.

Est promu *chaouch de 6^e classe* du 27 avril 1958 : M. Gamal Mohamed, *chaouch de 7^e classe.* (Arrêté du 20 juin 1959.)

Est nommé *dessinateur stagiaire*, 1^{er} échelon du 16 avril 1959 : M. Lévy Robert, *postulant.* (Arrêté du 5 mai 1959.)

SERVICE GÉNÉRAL ET DES I.E.M.

Sont promus :

Receveur de 4^e classe, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1959 : M. Mekhalfa Lamri, *receveur de 4^e classe*, 2^e échelon ;

Inspecteurs adjoints :

3^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1958 : M. Myara Joseph ;

Du 21 août 1958 : M. Drissi Qeytoni Bennacèr, inspecteurs adjoints, 2^e échelon ;

2^e échelon du 6 juillet 1959 : M. Cohen Jacob, inspecteur adjoint, 1^{er} échelon ;

Contrôleur, 3^e échelon du 26 juillet 1959 : M. Cohen Salomon, *contrôleur*, 2^e échelon ;

Agents d'exploitation principaux :

9^e échelon du 16 avril 1959 : M. Hakem Mohamed, agent d'exploitation principal, 8^e échelon ;

8^e échelon du 16 septembre 1957 : M. Zegnoun Slimane, agent d'exploitation principal, 7^e échelon ;

7^e échelon :

Du 21 février 1959 : M. Malki Mohammed ;

Du 6 juillet 1959 : M. El Alami Mohamed, agents d'exploitation principaux, 6^e échelon ;

6^e échelon du 16 juillet 1959 : M. Kazitani Abderrahim, agent d'exploitation, 5^e échelon ;

5^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1957 : M. Mellak Kaci ;

Du 26 mars 1959 : M. Zaïd Bouziane ;

Du 26 mai 1959 : M. Bourras Hammane ;

Du 1^{er} juillet 1959 : MM. Badri Jilali, Delahy Mustapha et Namad Benaïssa ;

Du 6 juillet 1959 : MM. Sadaoui Salah et Khanoussy Djilali, agents d'exploitation, 4^e échelon ;

4^e échelon du 1^{er} mars 1959 : M. Bouarourou Mohamed, agent d'exploitation, 3^e échelon ;

3^e échelon :

Du 16 novembre 1958 : M. Echerfaoui el Houssaïne ;

Du 1^{er} février 1959 : M. Staali Ahmed ;

Du 1^{er} avril 1959 : M. Bensbaa Yahia Snoussi ben Younès ;

Du 6 juillet 1959 : M. Selouane Ali, agents d'exploitation, 2^e échelon ;

2^e échelon :

Du 6 avril 1959 : M. Zine Abidine Ouazzani ;

Du 10 avril 1959 : M. Adlouni Abdellah ;

Du 11 avril 1959 : M. Mouhoub Mohammed, agents d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Receveurs-distributeurs :

9^e échelon du 1^{er} juin 1959 : M. Tandjaoui Driss, *receveur-distributeur*, 8^e échelon ;

7^e échelon du 11 juin 1959 : M. Mellak Yahia, *receveur-distributeur*, 6^e échelon ;

5^e échelon du 11 mai 1958 : M. Driss ben Abdelkadèr, *receveur-distributeur*, 4^e échelon ;

3^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Zouaoui Abdelkadèr, *receveur-distributeur*, 2^e échelon ;

2^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. El Moueffak Ahmed, *receveur-distributeur*, 1^{er} échelon.

(Arrêtés des 31 mars, 2, 12, 15, 18, 19, 23, 24, 26 juin, 2, 6 et 14 juillet 1959.)

Sont nommés :

Inspecteurs, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} janvier 1958 : M. Akkar Thami ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M. Cohen Isaac, inspecteurs adjoints, 3^e échelon ;

Inspecteur-élève du 12 août 1958 : M. Abdelaziz ben Abdallah, *postulant* ;

Contrôleurs :

1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1956 : M. Berrada Mohammed, agent d'exploitation, 3^e échelon ;

1^{er} échelon du 1^{er} juillet 1956 et promus au 2^e échelon de leur grade :

Du 1^{er} juillet 1958 : M. Laabi Abderrahmane ;

Du 21 décembre 1958 : M. Oliel Pinhas ;

Du 1^{er} septembre 1958 : M. Sabbah Elie ;

Du 16 décembre 1959 : M. Chiboub Abderrahman, contrôleurs, 1^{er} échelon ;

1^{er} échelon du 16 avril 1957 et promues au 2^e échelon de leur grade du 16 avril 1959 : M^{lles} Bennouna Badia et Bitton Madeleine, contrôleurs, 1^{er} échelon ;

1^{er} échelon :

Du 15 juillet 1957 : M. Homadi Mohamed, agent d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M^{lle} Abehsra Olga, commis intérimaire ;

Du 16 avril 1959 : M. Cherfouni Alidine ;

Du 20 avril 1959 : M. Eddaira Mohamed ;

Du 27 avril 1959 : M. Nabaoui Ahmed ;

Du 4 mai 1959 : M. Kobi Mohamed, postulants ;

Agents d'exploitation, 1^{er} échelon :

Du 26 décembre 1957 : M. Salhi Abdelkadèr, receveur-distributeur ;

Du 11 août 1958 : MM. Cohen Elie, facteur stagiaire, et Tolédano Moïse, commis intérimaire ;

Du 1^{er} octobre 1958 : MM. Benchetrit Meyer et Déry Armand, agents d'exploitation préstagiaires ;

Du 9 février 1959 : M. Zeouaj Hassan, M^{me} Chriqui Georgette, commis intérimaires, et M. Choukroun Salomon, postulant ;

Du 7 avril 1959 : M. Halhoui Abdelhaq, postulant, et M^{lle} Debag Lisette, commis intérimaire ;

Agents d'exploitation préstagiaires :

Du 1^{er} janvier 1958 : MM. Benchetrit Meyer, commis temporaire, et Déry Armand, commis intérimaire ;

Du 1^{er} janvier 1959 : M. Jamali Jilali, commis intérimaire, et M^{lle} Ohayon Georgette, commis temporaire.

(Arrêtés des 21, 28 août, 3, 26 novembre, 5, 12 décembre 1958, 25 février, 10 mars, 15 avril, 11, 23, 26, 29 mai, 2, 3, 12, 13, 15, 19, 26 juin, 3, 6 et 13 juillet 1959.)

Sont titularisés et reclassés :

Inspecteurs adjoints, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} juillet 1957 : M^{lle} Berdugo Violette ;

Du 2 juillet 1957 : M. El Atmani M'Hamed, inspecteurs-élèves ;

Contrôleurs :

Du 1^{er} mars 1959 : M^{me} Alem Houria ;

Du 20 mars 1959 : M^{lle} Elmalem Marcelle ;

Du 11 avril 1959 : M^{lle} Cohen Eliane ;

Du 22 avril 1959 : M^{lle} Amsellem Esther, contrôleurs stagiaires ;

Agents d'exploitation :

Du 24 octobre 1958 : M^{lle} Guigui Fortunée ;

Du 19 novembre 1958 : M^{lle} Chriqui Léa ;

Du 26 décembre 1958 : M. Chraïbi Mohammed ;

Du 24 janvier 1959 : M^{me} Larbabi Latifa, agents d'exploitation stagiaires.

(Arrêtés des 17 décembre 1958, 7 mars, 3, 18, 25, 26 juin et 6 juillet 1959.)

Est détaché dans le cadre des agents d'exploitation préstagiaires du 10 octobre 1958 : M. Bouazza Miloud, facteur, 4^e échelon. (Arrêté du 18 juin 1959.)

Est intégré dans les cadres du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones du 19 juin 1959, en qualité d'agent

d'exploitation, 4^e échelon : M. Chbouki Moulay Brahim. (Arrêté du 20 juin 1959.)

Est licenciée de son emploi du 22 mai 1959 : M^{lle} Chocrone Quamra, agent d'exploitation stagiaire.

SERVICE DES INSTALLATIONS DES LIGNES ET DES ATELIERS.

Sont promus :

Ouvriers d'Etat :

De 3^e catégorie :

4^e échelon du 16 mai 1959 : M. Bouaddi Obeïd, ouvrier d'Etat de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

5^e échelon du 16 mai 1959 : M. Hamdan Bouchaïb, ouvrier d'Etat de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

De 2^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : MM. Belamallem Mohamed, Boujellaba Abderrahman, Boukhsibi Sellam, Enhari Abderrahman, Enhari Abdelkadèr, Ennaji Mekki, El Abdi Hassan, Habibi Saïd, Jabbari Ahmed, Jaïl Omar, Jemali Brick, Meguadèr Maati et Sebbag Armand, ouvriers d'Etat de 2^e catégorie, 8^e échelon ;

Agents techniques :

4^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : MM. Jariri Ahmed et Btito Simon, agents techniques, 3^e échelon ;

2^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Hilali Mohamed, agent technique, 1^{er} échelon ;

Agents des installations :

4^e échelon du 16 mai 1959 : M. El Garbaoui Abdelkébir, agent des installations, 3^e échelon ;

2^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1958 : M. Weizman Samuel ;

Du 1^{er} juillet 1959 : M. Boughaba Mohamed, agents des installations, 1^{er} échelon ;

Sous-agents publics :

9^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1959 : M. Bouziane Mohamed ;

Du 6 juillet 1959 : M. Tabar ben Mohamed, sous-agents publics de 1^{re} catégorie, 8^e échelon ;

7^e échelon du 1^{er} mai 1959 : M. Maghfori Brahim, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon ;

8^e échelon du 1^{er} juin 1959 : M. Ahmed ben Saïd, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon ;

6^e échelon :

Du 16 mai 1959 : M. Aït Lmouddèn Abdellah ;

Du 1^{er} juillet 1959 : M. Badouri Kaddour, sous-agents publics de 1^{re} catégorie, 5^e échelon ;

4^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Seddik Mohamed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon ;

5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1959 : M. Bahr Mohamed ;

Du 16 juin 1959 : M. Rabti Haïda, sous-agents publics de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

3^e échelon du 6 juillet 1957 : M. Zdeg Moba, sous-agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon.

(Arrêtés des 27, 31 mars, 3, 15 avril et 24 juin 1959.)

Sont nommés :

Ouvrier d'Etat de 2^e catégorie stagiaire, 8^e échelon du 1^{er} juillet 1958 : M. Habibi Saïd, ouvrier numéroté ;

Agent des installations stagiaire du 29 octobre 1958 : M. Malka Messod, postulant ;

Agents techniques stagiaires :

Du 1^{er} décembre 1957 : MM. Aarab Mohamed, ouvrier temporaire, et Cohen Judah, facteur temporaire ;

Du 20 octobre 1958 : MM. Allouchi Ahmed, facteur intérimaire, et Seddik ben Maati, postulant ;

Du 8 décembre 1958 : M. Moustabchir Omar, postulant.
(Arrêtés des 27 novembre, 17 décembre 1958, 9, 15 janvier et 11 mai 1959.)

Sont titularisés et nommés :

Conducteurs de chantier, 1^{er} échelon :

Du 16 mai 1958 : MM. Elkaïm Isaac, Lamari Abdeslam, M'Hammedi Abdelkadèr, Moulay Ahmed ben Moulay Abbès et Ouarzazi Mahdi ben Hadj Ahmed ;

Du 2 septembre 1958 : MM. Chergui Kammar et Khachehab Abderrahmane,

conducteurs de chantier stagiaires ;

Agents des installations :

Du 1^{er} juillet 1957 : M. Mohamed Abdelkadèr ;

Du 2 juillet 1957 : M. Raji Abderrahmane ;

Du 1^{er} octobre 1957 : M. Alaoui Abdelaziz ;

Du 2 octobre 1957 : M. Ederhy Prosper ;

Du 3 octobre 1957 : M. Aniss Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M. Bohbot Charles ;

Du 14 janvier 1958 : M. Ouahnoun Moïse ;

Du 17 janvier 1958 : M. Ohayon Issac ;

Du 26 janvier 1958 : M. Alaoui Allal ;

Du 1^{er} juillet 1958 : M. Mellul Jacob ;

Du 4 juillet 1958 : M. Tahar Azzouz ;

Du 24 juillet 1958 : M. Bouhana Robert ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M. Azoulay Saül ;

Du 15 octobre 1958 : M. Serruya René ;

Du 23 octobre 1958 : M. Oliel Samuel ;

Du 24 octobre 1958 : MM. Pérez Haïm et Attias Ruben,

agents des installations stagiaires.

(Arrêtés des 30 avril, 5, 8 et 20 juin 1959.)

Est titularisé et reclassé *ouvrier d'État de 3^e catégorie* du 1^{er} mars 1959 : M. Cherkaoui Djillali, *ouvrier d'État de 3^e catégorie*, stagiaire. (Arrêté du 20 juin 1958.)

SERVICE DE DISTRIBUTION.

Sont promus :

Facteurs :

7^e échelon du 1^{er} avril 1959 : M. Benjelloun Abdelouahad, facteur, 6^e échelon ;

6^e échelon du 1^{er} juillet 1959 : M. Abergel Isaac, facteur, 5^e échelon ;

4^e échelon du 6 avril 1959 : M. Sidihami My Hachem, facteur, 3^e échelon ;

2^e échelon du 1^{er} mai 1959 : MM. Benharat Abdelkadèr, Ouchnou Mimoun et Zhari Mohamed, facteurs, 1^{er} échelon ;

Manutentionnaires, 5^e échelon du 21 mars 1959 : MM. Bouassa M'Hammed et Raqi Miloud, manutentionnaires, 4^e échelon.

(Arrêtés des 19, 24, 25, 26 juin et 2 juillet 1959.)

Sont nommés :

Facteurs stagiaires, 1^{er} échelon :

Du 26 décembre 1956 : MM. Benkala Boumediène, facteur intérimaire, et Mdarhri Alaoui Mohamed, facteur temporaire ;

Du 1^{er} mai 1957 : M. Majadli Aomar ;

Du 1^{er} juin 1957 : M. Lemoufid Ahmed ;

Du 1^{er} février 1958 : MM. Benacon Salomon, facteur intérimaire, M'Koun Mohamed, distributeur rural, Menzeh Bouchaïb et Sohiri Hassan, facteurs temporaires ;

Du 2 juin 1958 : M. Bouchehki Mohammed, postulant ;

Du 11 novembre 1958 : M. Mohamed ben Feddoul, facteur intérimaire ;

Manutentionnaires, 1^{er} échelon :

Du 11 novembre 1958 : M. Stali M'Hammed ;

Du 26 décembre 1956 : M. Bouita Bouchaïb ;

Du 1^{er} février 1958 : M. Boujenna Lahoussine ;

Du 1^{er} mars 1958 : M. Chaïb ben El Hach Ahmed el Hassani ;

Du 16 juin 1959 : M. Mohamed ben Abdeslam Mokkadem, manutentionnaires intérimaires.

(Arrêtés des 24, 25 novembre 1958, 9 janvier, 21 mai, 8, 10, 18, 23 juin et 6 juillet 1959.)

Sont titularisés et reclassés *facteurs, 1^{er} échelon :*

Du 2 septembre 1958 : M. Benkirane Mohammed ;

Du 20 janvier 1959 : M. El Jazouli Mohamed ;

Du 1^{er} février 1959 : M. Cherfaoui bel Hassan ;

Du 1^{er} mars 1959 : MM. Chibi Mohamed, Nejjar Lahcèn, Nounou Ahmed, Mostapha Mohamed et Yachou Hamza ;

Du 11 mars 1959 : M. Djène Hammou ;

Du 17 mars 1959 : M. El Mezroui Ahmed ;

Du 1^{er} mai 1959 : M. Bouita Bouselham ;

Du 8 mai 1959 : M. Derkaoui Saïd ;

Du 12 mai 1959 : M. Amèr Driss ;

Du 20 mai 1959 : M. Bou Gzoul Mohamed ;

Du 1^{er} juin 1959 : MM. Crikhis Mohamed et El Aboudi Larbi, facteurs stagiaires.

(Arrêtés des 12, 18, 20 juin, 6 et 14 juillet 1959.)

Est reclassé *manutentionnaire de classe exceptionnelle* du 1^{er} juillet 1959 : M. Zahir Ahmed, *facteur de classe exceptionnelle*. (Arrêté du 26 juin 1959.)

Honorariat.

Est nommé *chef de bureau d'interprétariat honoraire* du 1^{er} janvier 1959 : M. Rostane Mohamed, *chef de bureau d'interprétariat hors classe*. (Arrêté du 6 octobre 1959.)

Résultats de concours et d'examens.

Additif au Bulletin officiel n° 2344, du 27 septembre 1957, page 1300.

Concours d'agent d'exploitation du 5 mai 1957.

Intercaler M^{lle} Hadjadj Aoul Robia entre M^{lle} Bensoussan Féby et M^{lle} Tolédano Annie.

Concours de facteur ou manutentionnaire du 12 mai 1957.

M. Lagrari Mustapha à ajouter à la suite de M. Laouissi ben M'Hammed.

Concours de facteur-chef du 30 juin 1957.

Intercaler M. Koudjeti Ahmed entre M. Lamnaouar Mohamed et M. Rifaï el Fatmi.

Additif au Bulletin officiel n° 2366, du 28 février 1958,
page 417.

Concours d'agent d'exploitation du 3 novembre 1957.

Intercaler :

M. Bensaoula Hamou entre MM. Batti Abdeljalil et Abbou Obaïda Ahmed ;

M. Sefiri Abdallah entre MM. Khoumsi Mohamed et Safouane Rahal.

Concours de facteurs et manutentionnaires du 27 octobre 1957.

Intercaler :

M. Ammoucha Moktar entre MM. Hafid Mohamed et Nounou Mohamed ;

M. Sebbah Mohamed entre MM. Chbib Mohamed et Nejjar Lahcèn ;

M. Benabbou Mohammed entre MM. Hamou Thami et Miri Mohamed.

Additif au Bulletin officiel n° 2344, du 27 septembre 1957,
page 1300.

Concours de facteurs et manutentionnaires du 12 mai 1957.

Intercaler M. Ouedfal Mahieddine entre MM. Smouny Abdellatif et Ben Kirane Abdelhak.

Concours d'agent d'exploitation du 5 mai 1957.

Intercaler :

M. Remaoun Sidi Mohamed entre MM. El Mnabhi Azzouz Allal et El Bachir Abdellah ;

M. Berrahou Ahmed entre MM. Oukbab Mimoun ben Yaouf et Rida Mohamed Rahal.

Concours d'agents d'exploitation du 5 mai 1957.

(Commission du 27 février 1957.)

Candidats admis par ordre de mérite :

Intercaler M^{me} Ammoucha, ex-Msadak Ghalia, entre M^{me} Hadjadj Aoul et Tolédano Annie.

Additif au Bulletin officiel n° 2377, du 16 mai 1958, page 794.

Concours de receveur-distributeur du 23 février 1958.

(Commission du 8 avril 1958.)

Ajouter en premier lieu : M. Mohamed ben Tayeb ;

Intercaler :

M. Bennadji Mohamed entre Melghagh Mohamed et Zerouali Kacem ;

M. Houhou Khoudir entre Bounhar Ahmed et Jabri Mohamed ;

M. Djaïdjaï Abdelkadèr entre Bouïta Kacem et Anouar Ali.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de découvertes d'épaves maritimes.

(Premier, deuxième et troisième trimestres 1959.)

Quartier maritime de Tanger : un sac contenant 122 combinaisons en nylon, dans un sac de toile scellé, et 525 paires de bas

en nylon, dans un sac de toile scellé, découvert par un marin-pêcheur sur la plage de Merkala, le 4 mars 1959, et déposé au quartier maritime de Tanger.

Sous-quartier maritime d'Asilah : un engin ressemblant à une torpille et marqué comme suit : « M K 4 N M. S.F.I.R. I. 54 - Lot 318 - Warning Ifoud Do-Not Hamole Notif Y Naval », découvert le 11 mai 1959 et déposé au sous-quartier d'Asilah.

Quartier maritime de Larache :

1° Deux fûts contenant de la poudre d'émeri, de 50 cm × 37 cm de périmètre chacun et marqués comme suit : « Prosigmasi Complexe B.M. II », découverts le 15 mai 1959 par le chalutier *Virgen-del-Pilar* et déposés au quartier maritime de Larache ;

2° Un petit obus, sans marque, peint en rouge et blanc, de 4 cm × 8 cm de périmètre, découvert le 27 juin 1959 par M. Maimon Bouchta et déposé au quartier maritime de Larache.

Sous-quartier d'El-Jadida :

1° Un flotteur en tôle de clinquant, mesurant 0 m 75 de long, 0 m 55 de large et 0 m 25 de haut, peint en blanc et portant l'inscription suivante : « N° 3-5-T », découvert en mer le 25 mai 1959 par le palangrier *Cap-Blanc* et déposé au sous-quartier d'El-Jadida ;

2° Une fusée métallique « Smoke Floats », découverte le 21 juin 1959 par le palangrier *Cap-Blanc* et déposée au sous-quartier d'El-Jadida ;

3° Soixante-quinze régimes de bananes emballés dans de la paille et du papier, portant chacun sur une étiquette la mention suivante : « Coba et Bers » ; épaves découvertes en mer le 2 juin 1959 par MM. Mohammed ben Smaïn, Daoui ben Bouchaïb et Ahmed ben Smaïn et remises au service des domaines pour ventes ;

4° Une bonbonne en verre de dix litres, marquée « Arbulu », découverte en mer le 9 juillet 1959 par M. Mokhtar ben Ahmed et déposée au sous-quartier d'El-Jadida.

Quartier maritime de Safi : un filet à chalut en coton, de 15 m 30 de longueur des ailes et 19 m 40 de longueur de la poche, découvert en mer le 22 mai 1959 par l'équipage du palangrier *Sidi-Bibi* et déposé au quartier maritime de Safi.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 30 OCTOBRE 1959. — *Patentes* : Ifrane, Tendirara, Imi-n-Tanoute, Tahnaoute, annexe d'Oulmès, cercle de Figuig, Chichaoua, circonscription d'El-Gara-Banlieue, Erfoud, circonscription d'Oujda-Banlieue, cercle de Taza-Banlieue, émissions primitives de 1959 ; Meknès-Ville nouvelle (2), émission primitive de 1959 (art. 20.001 à 21.142) ; Casablanca-Roches-Noires (9), émission primitive de 1959 (art. 90.001 à 90.503) ; Fès-Ville nouvelle (3), émission primitive de 1959 (art. 49.001 à 49.158) ; Rabat-Sud (2), émission primitive de 1959 (art. 23.001 à 23.278).

Taxe urbaine : Casablanca-Centre (15), émission primitive de 1959 (art. 150.001 à 150.128) ; Fedala, émission primitive de 1959 (art. 1001 à 1024) ; Essaouira, émission primitive de 1959 (domaine public maritime) ; Salé, émission primitive de 1959 (domaine public maritime) ; Casablanca-Nord (8), émission primitive de 1959 (art. 85.001 à 85.340) et émission primitive de 1959 (art. 40.001 à 40.310), secteur 4 ; Imouzzèr-du-Kandar, émission primitive de 1959 ; Casablanca-Centre (19), émission primitive de 1959 (art. 190.001 à 190.292) ; centre des Oulad-Teïma, émission primitive de 1959.

LE 5 NOVEMBRE 1959. — *Patentes* : Khemissèl, émission primitive de 1959 ; Berrechid, émission primitive de 1959.

Taxe urbaine : Casablanca-Sud (37), émission primitive de 1959 (art. 370.001 à 371.795) ; Kasba-Tadla, émission primitive de 1959

(art. 5001 à 7517) ; centre d'Erfoud, émission primitive de 1959 (art. 2 à 905).

Tertib et prestations des Marocains de 1959.

LE 26 OCTOBRE 1959. — Circonscription de Benahmed, caïdats des Beni Brahim, des Mellal Hamdaoua et du centre de Benahmed ; circonscription de Tillouguit-Naït-Ischa, caïdat des Aït Ischa-Nord ; circonscription de Taforalt, caïdat des Beni Attig-Sud ; circonscription de Chichaoua, caïdat des Mejjate ; circonscription d'Imouzzèr-des-Ida-Outanane, caïdat des Aït Ouazzoun ; circonscription de Tanalt, caïdat des Aït Souab ; circonscription de Khemissèt, caïdat des Aït Yaddine ; circonscription de Taliouine, caïdat des Ihouzioua ; circonscription du pachalik de Taroudannt, caïdat des Mentaga ; circonscription de Bou-Izakarn, caïdat des Aït Erkka ; circonscription de Tiznit-Banlieue, caïdat des Ahl Maâdèr ; circonscription de Tafraoute ; caïdat des Ameln ; circonscription de Berguent, caïdat des Oulad Sidi Ali Bouchenafa et du centre de Berguent ; circonscription de Jerada, caïdat des Mehaya-Sud et du centre autonome de Jerada ; circonscription de Bouârfa, caïdat des Oulad Chaïb ; circonscription de Boumia, caïdats des Aït Kbel Lahram et des Aït Bougman ; circonscription de Zagora, caïdat des Ternata ;

Circonscription d'Oujda-Banlieue, caïdats des Angad et des Mehaya-Nord ; circonscription de Rommani, caïdat des Guefiâne II ; circonscription des Oulad-Berrehil, caïdat des Aït Iggas ; circonscription de Tiznit-Centre, caïdat des Aït Brüm ; circonscription d'Ifrane-de-l'Anti-Atlas, caïdat des Mejjate ; circonscription de Tillouguit-N'Aït-Ischa, caïdat des Aït Ischa-Sud ; centre autonome d'El-Hajeb ; circonscription d'Ifrane, caïdat du pachalik ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, caïdat des M'Zouda ; circonscription de Zaouit-Cheikh, caïdat des Aït Oum el Bekhte ; circonscription d'Arhabala, caïdat des Aït Hemama ; centre autonome de Ksar-es-Souk ; circonscription d'Amizmiz, caïdat des Guedmioua ; circonscription de Tinerhir, caïdat des Aït Atta du Bas-Todrha ; circonscription des Beni-Moussa, caïdat des Beni Oujjine ; circonscription de Rabat-Banlieue, caïdat des Arab ; circonscription de Tiznit-Centre, caïdat des Ahl Tiznit ; circonscription de Tafraoute, caïdat des Tafraoute.

LE 28 OCTOBRE 1959. — Centre autonome de Louis-Gentil (rôle spécial de 1959) ; circonscription d'Azemmour, caïdat des Chiadma ; circonscription de Benahmed, centre de Sidi-Hajjaï ; circonscription des Aït-Ouanergui, caïdat des Aït Ouanergui ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, caïdat des Nfifa ; circonscription de Biougra, caïdat des Chtouka ; circonscription des Ksima-Mesguina, caïdat des Ksima Mesguina ; centre autonome de Khemissèt, circonscription de Khenifra, caïdat des Zaïan II (caïd Ben Haddou) ; centre autonome de Louis-Gentil ; circonscription de Chemaïa, caïdat des Zerrarate ; circonscription des Aït-Ouir, caïdat des Rhoudjama ; circonscription d'Ouarzazate, caïdats des Aït Tidli et du centre autonome d'Ouarzazate ; circonscription de Taliouine, caïdat des Sektana ; circonscription d'El-Kelâa-des-Mgouna, caïdat des Aït Sedrate ; circonscription de Zagora, caïdat des Aït Telt ; circonscription de Tazarine-des-Aït-Atta, caïdat des Aït Atta de Tazarine ;

Circonscription de Moulay-Bouâzza, caïdat des Aït Boukhayou ; circonscription d'Oued-Zem, caïdat des Beni Smir ; circonscription de Rabat-Banlieue, caïdat des Beni Abid Oulad Ktir ; pachalik de Safi ; circonscription des Oulad-Sâïd, caïdat des Oulad Arif ; circonscription de Berrehil, caïdat des Menabha ; centre de Sidi-Bennour ; circonscription de Bou-Izakarne, caïdat des El Akhsass ; pachalik d'Agadir ; circonscription d'El-Hamman, caïdat des Aït Sidi Abdelaziz ; circonscription de Berkane, caïdat des Beni Mengouche-Nord ; centre autonome de Saïdia ; centre autonome d'Ahfir ; circonscription de Casablanca-Banlieue, caïdat des Mediouna ; centre autonome d'Inezgane ; circonscription de Tarhizrt, caïdat des Aït Saïd ou Ali ; circonscription de Boudenib, caïdat des Doui Minia (nomades) ; circonscription de Gourama, caïdat des Aït Mesrouh de l'Est ; circonscription d'Ouarzazate, caïdat des Glaoua-Sud ; circonscription d'Agdz, caïdat des Aït Seddrate ; circonscription d'Oued-Zem, caïdat des Smaïla Oulad Aïssa ; circonscription d'El-Aïoun, caïdat des Beni Mahiou.

*Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,*

PET.